



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Toute l'économie aux syndicats! Toute l'administration
sociale aux communes! »

Pierre Besnard

N° **1662**
du 1^{er} au 7 mars 2012

Mayotte

sous le talon de fer



M 02137 - 1662 - F: 2,50 €



Editorial



Sur fond de campagne électorale sans surprises, des équations très simples décillent certains aveugles. La « crise » plus l'oligarchie, c'est l'État sans la providence. C'est la matraque sans vaseline dans le commissariat néolibéral. Ça fait très mal. Pour détourner l'attention, ce ne sont pas les dérivatifs qui manquent : le froid de l'hiver, le chaud de l'été, les mers qui montent, les bourses qui descendent, et puis les racismes, antiarabe, antirap, antijeune, antifemmes, antichômeurs, antipauvres etc. L'hypocrite souci de la santé figure en bonne place parmi ces enfumages. Telles de blancs marronniers, quelques prohibitions bien comme-y-faut fleurissent cycliquement sur les ondes et les écrans : fumer tue, fumar mata, le tabac rend impuissant, file le cancer, haro sur l'herbe à Nicot, haro sur le pavot ! Avec les résultats que l'on sait : tsunamis de mégots devant les rades, marché noir et florissant de pipes dégueulasses dans les centre villes, explosion des marchés parallèles de chit, de coke et d'héro dans les salons cossus et les cités venteuses. Il y a aussi l'alcool. Il tue lentement, le traître. Ça n'empêche pas de le refiler aux autres. Si l'on en croit le *Canard enchaîné*, vins et cognac français battent les records de vente vers l'Asie, l'équivalent de cent trente Rafales en dix ans ! Devant tant de titatas, on se prend à rêver d'autres malédictions plus pertinentes : contre les nitrates qui, des sols et des océans, passent de plus en plus dans les estomacs ; contre les gaz plus ou moins naturels qu'EDF souhaite injecter et stocker dans les sous-sols des stations de tourisme ; contre les assassins des salariés de l'amiante que les procs à la botte dédouanent sournoisement. On se prend à rêver d'hénaurmes campagnes bien velues contre la vente des armes, contre l'entretien de la famine, de la misère, contre les hiérarchies et contre toutes les dominations physiques et symboliques. Mais là, bernique ! La République bananière a les croisades qu'elle peut.

Sommaire

Actualité

ArcelorMittal: des nerfs de fer, par J.-P. Levaray, page 3

RTT et charité, par Le Furet, page 4

Météo syndicale, par T. Impétueux, page 5

Chronique néphrétique, page 5

Les brèves, le strip, page 6

Distribution de la presse en péril, par P. Salcedo, page 7

Homophobie à l'africaine, par P. Schindler, page 8

Arguments

L'anarchisme ici et maintenant, par Stef et Juanito, page 9

Famille, patrie, police, par M. Rasjufus, page 10

International

Mayotte, en plein dans la crise, par T. Lemièrre, page 12

Espagne: Rajoy face à la Sociale, par R. Pino, page 14

Mexique: la lutte pour Wirikuta, par G. Goutte, page 15

La java des bombes atomiques, par E. Vanhecke, page 16

Culture

Le blues, une errance solitaire, Thierry, page 17

Quelques conseils cinéma, H. Hurst, page 18

Jocelin, un peintre épatant, Xavier-Gilles, page 19

Mouvement

Solidarité avec les antifa de Nijni Novgorod, page 20

Souscription pour Saint-Imier 2012, page 21

Cambriolage à l'athénée de Barcelone, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Arcelor sous le talon de fer

LES TRUSTS, MULTINATIONALES et gros industriels semblent être passés à la vitesse supérieure en ce qui concerne la fermeture de sites, en Europe de l'Ouest. Le paysage industriel, ici, est vieux et moins rentable que de nouvelles unités qu'il est possible de construire, à bas coût, dans les pays émergents ou faisant partie de l'ex-bloc soviétique, avec du personnel sous-payé et des contraintes sociales et environnementales moins fortes.

Parce que ça y va, en ce moment : pas une semaine sans qu'on nous annonce qu'une boîte va fermer. Il ne s'agit pas de faillite des multinationales, celles-ci annonçant toujours des bénéfices plus ou moins colossaux, mais bien de délocalisation, comme on dit maintenant. Il ne s'agit pas, non plus, d'un problème dû à une chute de la demande, mais bel et bien d'une conduite des entreprises basée sur la recherche de marges plus élevées.

Pour ceux et celles qui pensaient que ces décisions industrielles seraient reportées après les élections, c'est raté : la finance et les patrons n'attendent pas, et la crise européenne représente une opportunité pour accélérer le mouvement.

Renault annonce des investissements au Maroc, PSA dit qu'il va mal et veut fermer l'usine d'Aulnay, M-Real se désinvestit, Hersant brade sa presse, et des tas d'autres ont recours à des plans « sociaux ». Ceci ne fait pas l'affaire du gouvernement, et de Sarkozy en particulier. Les ministres font des pieds et des mains pour retarder de quelques mois les échéances, histoire de ne pas aggraver le climat social pendant la campagne électorale. C'est ce qui semble se passer pour Pétroplus, à Petit-Couronne, où Besson vient d'annoncer un deal ponctuel avec la Shell de quelques mois. Il s'agit juste de redémarrer de façon temporaire les installations (ce qui ne va pas être simple après un si long arrêt, les machines étant fragilisées lorsqu'elles ne fonctionnent pas) pour être plus facilement vendables (sic).

Mardi 14 février, la direction d'Arcelor-Mittal Florange a annoncé la prolongation de l'arrêt de la filière liquide de Florange au moins jusqu'en juin 2012, soit plus de dix



mois de mise en sommeil avec la mise en chômage des salariés. La filière sidérurgie a déjà beaucoup souffert. La fin de ce secteur a été programmée vers la fin des années soixante-dix par l'État giscardien et son démantèlement s'est poursuivi sous Mitterrand et Chirac, qui ont facilité les privatisations. Des régions entières, dans le Nord et la Lorraine, ont été dévastées.

En 2008, le groupe Arcelor-Mittal fermait l'usine de Gandrange. Pourtant, en 2006, leur patron, Lakshmi Mittal, s'était servi de ce site pour se donner une image de super-patron hypersocial au moment de son OPA hostile sur Arcelor. Le site de Gandrange avait alors été présenté à toute la presse fran-

çaise comme un modèle de réussite, une usine promise à un bel avenir... Deux ans plus tard, le géant mondial de l'acier annonçait la fermeture du train à billettes et de l'aciérie. On sait que les patrons sont des menteurs et qu'on ne peut jamais les croire, tout comme les gouvernants, et lorsqu'ils disent du bien d'un site ou d'un « collaborateur » (comme ils nous appellent) c'est pour mieux le poignarder. À cette époque, Sarkozy s'était déplacé sur le site pour dire : « Nous sommes prêts à mettre de l'argent pour faire les investissements qui auraient dû être faits depuis longtemps sur le site et qui n'ont pas été faits » et : « On essaie de trouver un repreneur et on investira avec lui pour laisser le site ouvert [...] On ne se contentera pas de dire

« il n'y a qu'à », on mettra de l'argent dans l'outil de production s'il le faut. » Il avait promis, également, de revenir sur le site pour annoncer la bonne nouvelle. Il n'est jamais revenu, évidemment. Le site est quasiment fermé.

Arcelor-Mittal a continué son désengagement avec deux autres fermetures d'usines (dont une en Belgique dernièrement qui a entraîné une action marrante des Anonymous sur les sites internet de l'industriel), et c'est au tour du site de Florange de morfler.

Là aussi, Sarkozy y est allé de sa petite phrase – « Moi, je ne veux pas que Florange meure » – mais ça ne l'a pas fait auprès des salariés. Au contraire, cette déclaration, rappelant celle de Gandrange, a plutôt énervé tout le monde. Du coup, depuis lundi 20 février, les salariés occupent les lieux et se montrent assez offensifs. Ce qu'ils veulent, c'est « foutre Mittal dehors pour permettre de reprendre l'outil », sans toutefois préciser sous quelle forme effectuer cette reprise. Certains proposent de reprendre eux-mêmes l'usine en autogestion... puisque c'est rentable. Pas assez ren-

table pour des actionnaires, mais bien assez pour faire vivre des ouvriers.

À Gandrange, la CGT vient de proposer un projet pour relancer le site : faire de l'aciérie un site de recyclage de la ferraille française en acier, plutôt, par exemple, que d'envoyer nos vieilles carcasses de bagnoles se faire recycler à l'autre bout du monde. Ils ont fait le calcul : il faut un investissement de 120 millions d'euros amortissable sur vingt ans. C'est pas délirant mais, bien sûr, Mittal n'en veut pas. Pour lui, la vision est mondiale... Ce recyclage, il se fait déjà en Chine, en Inde... Il préfère transporter, polluer, ça permet de faire plus de marge.

C'est pour ça qu'on ne peut pas laisser gérer nos affaires par des capitalistes ! Les ouvriers le savent bien. Ils veulent virer leur patron. Il y a souvent des solutions à ce qu'on essaye de nous faire croire inéluctable. Mais les solutions où les ouvriers reprennent en main les moyens de production, choisissent leur patron, tentent de les gérer de façon humaine, les capitalistes et leurs alliés politiques n'en veulent pas. Ils préfèrent

toujours fermer que de laisser entrevoir qu'une autre façon de faire est possible.

Les grévistes ont décidé de mettre la pression tous les jours car ils savent que si tout le monde politique s'intéresse à eux en ce moment, c'est à cause des élections. « Après le 7 mai, Arcelor-Mittal va sans doute annoncer la fermeture et, là, on risque de se retrouver tout seuls », dit l'un d'eux. Pour l'instant, ils ont occupé et mis au chômage technique les « grands bureaux » de Florange et, depuis le 23 février, ils bloquent, pour une durée illimitée, les expéditions d'acier pour les constructeurs automobiles.

On le sait, les élections n'apporteront rien, quelles que soient les promesses faites aujourd'hui. La solution, c'est de faire converger toutes ces luttes, de reprendre la rue pour foutre tous les gouvernants, patrons et politiciens dehors (pour le moins).

Jean-Pierre Levaray

Donne ta **RTT**, tu iras au paradis !

UN DÉPUTÉ UMP a proposé une loi afin que les salariés puissent, en plus de se faire exploiter par un patron, se faire exploiter par un ou une collègue qui aura un enfant gravement malade en lui donnant des jours de repos, toujours chèrement obtenus. Comme c'est mignon. Plus fort encore, le texte de loi prétend donner « un cadre légal à des initiatives spontanées de solidarité de salariés » : c'est là un tour de passe-passe digne des politiciens les plus habiles. Il confond tout simplement solidarité et charité.

S'il s'agissait de solidarité, ce ne sont pas seulement les salariés de l'entreprise qui feraient un effort – et d'ailleurs, encore faut-il qu'ils soient assez nombreux dans la boîte pour que cette aide en vaille vraiment la peine ? – mais tous les citoyens, comme pour la sécu (ou ce qu'il en reste).

On voit là que la charité sert bien le libéralisme, prônant la démerde individuelle plutôt qu'une véritable solidarité. Et le patron, il donnera quoi ? Comme d'hab' : la « solidarité », c'est pour ses enfants à lui, pas ceux des employés.



Les médias font leur travail de propagande, reportage voué à faire pleurer dans les chaumières, interview de la secrétaire d'État aux solidarités... Un travail d'information aurait pu consister à voir les choses autrement, non selon un plan com' du gouvernement, mais ceux qui font la télé, s'ils n'ont pas d'enfants gravement malades, en ont un certain nombre à nourrir et un loyer à payer, etc. Ils ne vont pas risquer leur job. Ensuite, ce serait le chômage, peut-être même le RSA... Et le S de RSA, c'est encore la solidarité. Comme ce monde est bien fait !

Faire jouer les sentiments, et même culpabiliser, car refuser de donner sa RTT face à la pression de la morale charitable, ce ne sera pas facile, on reconnaît bien là les traits d'une idéologie shootée à l'eau bénite. Et on voit bien à quel point la religion peut être néfaste en dehors même des superstitions abêtissantes qu'elle enseigne.

Le Furet

EN CE MOMENT, ça schlingue l'élection à venir. Les prétendants de diverses obédiences politiques «pointent à l'usine», tâtent les bêtes du Salon de l'agriculture, bref font le tour des popotes. Hollande à Arcelor-Mittal, Sarkozy chez Pétroplus, Bayrou dans une fonderie! On en passe et pas des meilleures! Nos chers présidents se posent en défenseurs des ouvriers. Ce qu'ils ne disent pas c'est que, pour le monde parlementaire, la défense des conventions collectives, les conditions de travail, bref l'avenir du monde du travail passe par les urnes.

Donc, pour ces gens-là, les syndicats, surtout dans leur état actuel, ne sont bons qu'à soutenir leurs efforts politiques, mais en aucun cas être au premier plan du combat social. On connaît la chanson! Souligner, comme l'a fait un quotidien hexagonal du matin, que «les fausses promesses, tout comme la pensée magique en économie, nourrissent plus que jamais le discrédit des politiques et la désespérance» et en tirer comme conclusion que tout ça profite à l'extrême droite est un jugement hâtif. Certes cette pratique du «coup d'éclat permanent» ressemble comme deux gouttes d'eau à de l'escroquerie politique, mais il faut espérer qu'au-delà des poches de résistance, un sursaut syndicaliste jaillira face à ces impostures politiciennes.

Une nouvelle louche dans les dépôts de bilan dans la presse de province! Le groupe Hersant Média et sa filiale normande (SNPEI) tentent de mettre à mal Paris Normandie, Havre Presse, Le Havre Libre et Le Progrès de Fécamp. Quand vous aurez *Le Monde libertaire* entre les mains, on en saura plus sur l'issue du comité d'entreprise extraordinaire de lundi dernier, où le dépôt de bilan des quatre titres était inscrit à l'ordre du jour.

La résistance syndicale s'organise autour de la Filpac-CGT. Comme dit le délégué syndical: «On ne va rien s'interdire pour faire sortir du bois Philippe Hersant exilé fiscal en Suisse.» Il y a 365 postes menacés: ça promet, affaire à suivre.

Sinon le samedi 18 dernier, il y avait du monde à Aulnay pour manifester contre la fermeture (annoncée en 2013) de l'usine PSA. Des délégations de Sochaux, Rennes, Poissy, Saint-Ouen, Sept-Fons et d'ailleurs étaient présentes. Pourtant, toute l'année 2011 a vu la direction empocher près de 600 millions de bénéfices! «De l'argent il y en a dans les poches de PSA», scandaient manifestantes et manifestants. Et il y aura encore de beaux jours à venir.

Torrent Impétueux

Chronique néphrétique

Au second tour, je vote « Finance »

LUNDI 13 FÉVRIER, le candidat Hollande a déclaré aux journalistes du *Guardian*: «Aujourd'hui il n'y a pas de communistes en France... La gauche a gouverné pendant quinze ans, pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir.» Et, c'est vrai, la finance n'a aucune crainte à avoir. Hollande a deux discours: celui pour ses meetings, avec «posture de gauche, le changement est en marche», bref le folklore habituel. Et celui destiné à rassurer les Bourses. Même Sarkozy s'en est emparé pour dénoncer le double langage du candidat gauche.

Évidemment, aux communistes, ça n'a pas fait très plaisir... Front de Gauche et PCF, Mélenchon en tête, sont montés au créneau de l'indignation, se revendiquant représentants d'un «communisme» encore vivant.

On hésite: qui est le plus ridicule dans cette histoire? Hollande se réclamant du «socialisme»? Ou Mélenchon se réclamant du «communisme»?

Non, la libéralisation, la privatisation et la financiarisation, dont Hollande rappelle lui-même qu'elles furent le bilan de la gauche au pouvoir, ne sont pas du socialisme. Mais l'étatisation de quelques entreprises, la taxation du capital prônée par Mélenchon, ne sont pas non plus du communisme. De Gaulle, homme de droite, avait nationalisé, plus qu'aucun autre, à la sortie de la guerre en 1945, cela n'a pas fait de lui un communiste.

Nous avons les moyens, aujourd'hui, de mettre en place une société dans laquelle la production de richesses matérielles et intellectuelles profite à tous. Que tous aient un logement décent, un accès aux soins de santé, le droit à une éducation qui offre un avenir. Les moyens existent: les connaissances techniques, scientifiques et culturelles sont là. Les machines, la productivité aussi. Nous pourrions décider collectivement, dans l'intérêt commun. Pourtant, les pauvres s'appauvrissent, les conditions de vie se dégradent, et c'est la peur du lendemain qui domine les esprits. Pourquoi?

Parce que la société est gérée pour le profit d'une minorité. Et cette minorité est prête à tout: exploiter l'humain et la nature sans souci du bien-être ou de la sauvegarde des espèces, vendre des poisons de toutes sortes, aliments, médicaments, pesticides, produire des moyens de destruction massive, faire la guerre pour assurer profits et dividendes aux actionnaires, à

la finance. Et conduire des peuples entiers à la misère, et ce au nom de la soi-disant lutte contre la crise. L'austérité, la rigueur, les baisses de salaires, bientôt en France aussi. Des millions de gens l'ont compris., qui aspirent à une société meilleure, plus juste. Dans laquelle les richesses produites seront mises en commun. Mais si vous prononcez le mot «communisme», l'idéal s'obscurcit de miradors et de barbelés, de prisons et de goulags, de procès truqués et de tortures, de millions de victimes. Et c'est bien ce rejet, cette peur, ce dégoût d'un idéal piétiné dans les dictatures dites «communistes» qui empêchent tant de gens d'oser le changement, d'oser passer à autre chose. Si c'est pour en arriver là... Et c'est vrai: la totalité du xx^e siècle est une longue suite de trahisons, de mensonges, d'étouffement des luttes, de massacres aussi, par des socialistes et par des communistes. Les socialistes ont voté la guerre de 14-18, ont fait assassiner les révolutionnaires de 1917; les communistes ont massacré au nom de la dictature du prolétariat, puis ont trahi toutes les révolutions sur ordre de Staline.

Et, pourtant, nous avons les moyens, aujourd'hui, plus que jamais, de mettre en place une société dans laquelle la production de richesses matérielles et intellectuelles profite à tous, que tous aient un logement décent, etc. Appelez-la comme vous voulez, inventez un ou dix noms pour parler d'elle, peu importe, construisons-la! Seulement, ce ne sont certainement pas les deux apparatchiks, les deux qui ont fait toute leur carrière au Parti socialiste, Hollande et Mélenchon, qui nous aideront à quoi que ce soit. Ils se partagent le travail, comme chez les flics, le méchant puis le gentil qui arrive à faire parler... Là, faut vous faire voter: l'un rassure à droite, l'autre attire la gauche. Et il l'a d'autant plus facile que les Laguiller et Besancenot ne sont plus en course. La personnalisation présidentielle a contaminé même les révolutionnaires, voilà son revers. Mélenchon récupérera une bonne partie de leurs électeurs, grâce à son discours percutant. Ce qui fera remonter le Parti communiste, après ses scores précédents, pitoyables. Mais que les banquiers ne s'effraient pas, que la Bourse ne se lamente pas! Au second tour, quel que soit leur candidat, de gauche, de droite, les Français voteront: finance et austérité.

Rodkol

Brèves de combat

Répression à Athènes

Après le rassemblement de centaines de milliers de manifestants à travers toute la Grèce, le gouvernement grec intensifie la répression pour contenir la rage sociale. Des douzaines d'activistes ont été enlevés par l'État terroriste, certains même dans leurs maisons. Quatre manifestants d'Athènes, défenseurs du droit de vivre et non simplement de survivre, ont été emprisonnés avant leur procès, qui ne commencera qu'après plusieurs mois. D'autres ont été poursuivis trois jours après les rassemblements et les manifestations dans d'autres villes grecques. À présent Indymedia Grèce est visé.

De Charybde en Scylla

Fillon s'est senti obligé de reformuler la proposition choc du nain sur le chômage. Voici la nouvelle proposition qui sera soumise au peuple par référendum : « Approuvez-vous le transfert des 30 milliards de la formation professionnelle à la formation des demandeurs d'emplois ? ». La solution du gouvernement pour résorber le chômage de masse consiste donc à transvaser l'argent de la formation de près de 20 millions de salariés et de 5 millions de fonctionnaires au profit des chômeurs. Or, si le nombre de chômeurs en formation n'est que de 8 % aujourd'hui, c'est que le gouvernement a réduit les moyens de Pôle emploi depuis 2007 et cassé l'outil de formation de service public, comme l'Alfpa. Sans compter qu'entre 2010 et en 2011, la majorité a pris à deux reprises 300 millions dans le fonds paritaire de formation de sécurisation des parcours professionnels,

FPSP, qui bénéficie principalement... aux chômeurs. Cette proposition est d'autant plus ubuesque qu'une partie de cet argent sert, notamment, à financer l'apprentissage, autre grand chantier voulu par Sarkozy...

Démagogie

On aura tout vu : ne sachant plus où ramasser des voix, le gouvernement vote un texte de pénalisation des injures à l'égard des harkis ! Ce sont les anciens algériens anti-Algérie-française persécutés qui vont être contents !

Reality show

Du blog de notre ami L'Autruche : Flanby, traversant la manche au volant de son pédalo à pétrole, s'est répandu dans *The Guardian*, rassurant, du moins le pensait-il, les sujets britanniques et la sacro-sainte City en déclarant tout de go qu'« en France, il n'y a pas de communistes. » (Ndr : ni d'anarchistes ?). Et d'en remettre une pesante couche dans le registre « ne vous inquiétez pas, n'oubliez pas que c'est Mitterrand qui a livré le pays au marché en privatisant à outrance », sous-entendu : je ferai pareil, et même, si possible, je ferai pire...

Mieux vaut parfois se taire

En l'espace de quatre jours d'une polémique qu'elle a elle-même lancée, la fille Le Pen s'est de plus en plus enfoncée dans le ridicule. Elle a commencé par affirmer que, selon une étude, « l'ensemble de la viande distribuée en Ile-de-France est exclusivement halal ». Certes, les quatre abattoirs officiant encore en Île-de-France pratiquent l'abattage rituel mais,

du fait de leur petite taille, ils n'assurent que 2 % de la consommation des Franciliens. Le reste venant des grands abattoirs de Bretagne et de Normandie. Mais quelle étude ? Impossible de la retrouver, elle devient alors une « évaluation » issue des statistiques nationales de la chambre de l'agriculture. La dite chambre explique, dans un communiqué, qu'en fait 30 % de la viande abattue en France suit le rituel religieux, sans étourdir la bête. 23 % va sur le marché traditionnel, non religieux, sans étiquette particulière. Mais la Le Pen d'enchaîner : « Le nombre de musulmans étant plus important en Ile-de-France, la quantité de viande halal consommée est donc logiquement plus importante. » Oubliée la fameuse étude, mais elle s'entête et se ridiculise lorsque, n'ayant décidément rien compris aux chiffres, elle lance : « 100 % des abattoirs d'Île-de-France qui produisent 2 % de la viande de la région ? Ça me paraît assez étrange. Ou alors ce sont vraiment des abattoirs qui ont un rendement pitoyable. » Si elle est à ce point bouchée, elle n'a qu'à demander à son boucher (non-halal) de lui apprendre à compter !

Ca dépend, ça dépasse !

Suite à une enquête menée par 60 millions de consommateur et Santéclair, filiale commune à plusieurs complémentaires santé, qui a duré plus de un an et demi, l'UFC dénonce l'ampleur du secteur libéral et des dépassements d'honoraires au sein des hôpitaux publics. La Sarkozie : dépenser plus pour se soigner moins !

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



La distribution de la presse se désagrège



LA SITUATION était déjà problématique depuis juillet dernier, date à laquelle Presstalis (75 % de la distribution – quotidiens et publications) n'avait plus de coopérative que le nom ! En gros, l'esprit de la loi Bichet (1947) n'était plus respecté, c'est-à-dire que les gros éditeurs ne payaient plus pour les petits (sous-entendu la presse politique d'expression libre sans publicité). Voilà que, maintenant, les MLP (Messageries lyonnaises de presse) se mettent à lui piquer des titres, petit à petit. Les MLP, c'est la grenouille de la fable, qui se veut plus grosse que le bœuf ! Mais, finalement, elle y arrive progressivement. Les éditeurs sont des pleutres ! Après avoir voté la restructuration de juillet dernier, comme les rats, ils quittent le navire qui coule. Ça branle, donc, dans le manche ! Des titres puis, finalement, certains groupes entiers filent à l'anglaise, affaiblissant peu à peu Presstalis. Déjà *Le Parisien* s'était barré, se diffusant dorénavant tout seul sur Paris. Tout ça n'est évidemment qu'un problème de coût. Les MLP payent leurs salariés au lance-pierre (à peine le smic). Presstalis, après maints et maints combats du Syndicat du Livre (CGT), rétribue plus correctement ses employés, avec des salaires et des avantages qui font pâlir d'envie ceux qui sont exploités par les négriers de la distribution. Mais les requins du capitalisme sauvage sont en train

de faire la peau à tous les avantages sociaux du monde du travail. Donc le but, c'est d'estourbir Presstalis et de tout faire passer aux MLP, dont les coûts sociaux sont moindres ! Un joli tour de passe-passe sous prétexte d'une pseudo concurrence ! La distribution de la presse étant maintenant assimilée à la répartition de paquets de nouilles ! Les deux messageries en appellent au Conseil supérieur des messageries de presse pour trancher la question, mais ledit Conseil, composé de bureaucrates séniles, perché sur son nuage olympien, fait la sourde oreille et les renvoie dos à dos vers l'ARDP (Autorité de régulation de la distribution de la presse) récemment créée, qui répond fort jésuitiquement que la concurrence doit jouer. Chacun se renvoie la balle. Il faut dire que la situation est très mauvaise : les ventes baissent systématiquement, la pub fout le camp, Internet et les gratuits taillent des croupières dans ce gâteau, autrefois énorme et bien juteux ! Lorsque l'avoine manque dans la mangeoire, les chevaux se balancent des coups de sabots ! En attendant, la distribution est sous-traitée de manière honteuse. La répartition est sous-payée. Les tournées des porteurs sont rallongées et surchargées. Eux sont rétribués à coup de lance-pierre (ce sont souvent des travailleurs émigrés sans papiers). Ils ne sont pas syndiqués, et à la moindre protestation

on les dégage séance tenante. En bout de chaîne, les kiosquiers n'en peuvent plus, ils voient leurs ventes s'effondrer et leurs conditions de travail se dégrader considérablement. Dans leurs « boîtes à nouvelles », crevant de chaud ou de froid, toujours sans eau ni toilettes, ils ne comprennent plus rien à cette désagrégation constante. Ils doivent traiter avec au moins trois messageries. Combien demain ? Médiakiosk, l'entreprise qui gère les édicules, vient d'être rachetée par Decaux en mal d'espace publicitaire : Presstalis le leur a vendu pour se constituer des fonds. Il est vrai qu'elle mène grand train dans son siège Porte-des-Lilas, alors qu'elle ne gère plus qu'un dépôt à Bobigny... Il y a plus de cadres que d'ouvriers ! Seule la pub compte ! Les marchands de journaux sont traités comme du mobilier urbain. Combien de temps cela va-t-il durer ? Une grande casse se prépare. Quant à la « presse libre », dont *Le Monde libertaire* fait partie, elle ne devra sa survie qu'à la constitution d'un réseau parallèle efficace, pour que soient diffusées nos idées libertaires.

Patricio Salcedo

Secrétaire général du SNNDP-CGT
Groupe anarliste de la FA

Homophobie : c'est pas fini



Les pays les plus répressifs

Non seulement bon nombre de pays africains, à l'exception notable de l'Afrique du Sud, disposent de législations interdisant ou réprimant l'homosexualité, mais certains d'entre eux ont adopté des législations très répressives à l'encontre des homosexuels. En Gambie, où l'homosexualité est passible de peines allant jusqu'à quatorze ans de prison, le président Yahya Jammeh a déclaré qu'ils seraient pourchassés et expulsés de leur domicile. L'Ouganda prévoit des peines de prison de longue durée, voire même la peine de mort. Au Cameroun, trois hommes ont été condamnés en novembre à cinq ans de prison. Au Nigeria, une loi en cours d'adoption prévoit de lourdes peines de prison pour cohabitation ou mariage homosexuels. Ce projet de loi veut rendre « illégale toute manifestation publique d'affection entre personnes du même sexe et interdire les organisations d'homosexuels, ce qui pourrait nuire à la lutte contre le sida »... Un sous-entendu qui en dit long.

Les pays répressifs

L'homosexualité est illégale au Sénégal, au Tchad, au Kenya, en Tanzanie et dans les pays du Maghreb, avec toutefois des nuances entre les pays. Au Sénégal, un rapport d'Amnesty

international a dénoncé en janvier les « arrestations arbitraires, les tortures et les procès injustes » visant la communauté homosexuelle. En Tunisie, la sodomie est punie par trois ans de prison. Un magazine, *Gayday Magazine*, a cependant été lancé sur internet en 2011 après la révolution... Souhaitons-lui longue vie ! Au Maroc, les homosexuels risquent théoriquement de six mois à trois ans de prison, mais ne sont pas poursuivis s'ils ne font pas étalage de leur orientation sexuelle. En Algérie, rares sont les poursuites pour homosexualité, passible en théorie de deux mois à deux ans de prison.

Les pays plus ou moins tolérants

Dans plusieurs pays, l'homosexualité reste un tabou avec certaines zones de tolérance. Au Zimbabwe, le président Robert Mugabe a publiquement estimé que les homosexuels étaient « pires que les chiens et les porcs », mais le groupe Gays et lesbiennes est tout de même autorisé. Le Premier ministre Morgan Tsvangirai a laissé entendre qu'il soutiendrait les droits des homosexuels dans la prochaine Constitution. En République démocratique du Congo, pas de loi répressive et des quartiers « gays » sont tolérés, mais il se produit des brimades dans la vie quotidienne. Au Bénin, pas de

loi interdisant l'homosexualité non plus, mais le Code pénal réprime les auteurs d'actes « contre-nature avec un individu de même sexe ».

Toutefois, malgré cela, les homosexuels commencent à assumer leur identité et certains s'expriment dans les médias. Au Botswana, une nouvelle organisation appelée Lesbiennes, gays et bisexuels du Botswana (Legabibo) a attaqué le gouvernement en justice afin d'obtenir l'abrogation d'une loi sur la sodomie.

Enfin, quelques pays ne répriment pas du tout l'homosexualité, comme le Gabon ou la Côte d'Ivoire. Depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud dispose d'un des cadres juridiques les plus libéraux du monde. La Constitution interdit toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Le Parlement y a légalisé le mariage homosexuel en 2006, faisant de l'Afrique du Sud le seul pays africain à reconnaître les unions entre personnes de même sexe.

Patrick Schindler

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

La révolution ici et maintenant

QUAND ON MILITE pour l'anarchie, on peut s'interroger parfois sur l'imprégnation de nos idées dans la société où l'on vit; l'histoire n'étant pas linéaire mais faite de périodes de progrès, de ruptures... et de régressions. Au contraire d'une lutte syndicale (comme l'augmentation des salaires après deux jours de grève), d'une action écologiste (abandon de la construction d'une centrale nucléaire, d'un incinérateur d'ordures ménagères, etc.), il est parfois difficile de prendre la mesure des «résultats» de notre militantisme libertaire. D'autant plus quand la répression, diffuse ou brutale, côtoie nos vies; quand les mouvements s'essoufflent; quand la réalité de cette époque d'attaques anti-sociales et de destructions écologiques revient inlassablement saper non pas nos convictions, mais nos espoirs.

Pourtant, notre besace n'est pas vide. Plutôt que de rebuter son monde – pas que les gens, mais aussi nous-mêmes – en invoquant de grandes idées, certes légitimes, mais qui nous font aller (et parfois dériver) vers un utopisme idéaliste et dogmatique (quand bien même l'anarchisme est par définition un adogmatisme en actes), il peut être bon de réfléchir aux conquêtes en partie issues de nos pratiques, même si le chemin n'est jamais qu'à moitié parcouru. Ainsi, nous évitons de projeter nos rêves dans une eschatologie révolutionnaire (un avant et un après la révolution tant souhaitée), et nous pouvons nous recentrer sur une notion et une pratique de la révolution dans l'ici et le maintenant, une dynamique d'émancipation individuelle et collective. La vieille dichotomie réformisme/révolution se résout dans l'action directe, dans l'énergie d'émancipation et de réappropriation à l'œuvre dans toutes les sphères de la vie individuelle et sociale. L'anarchie, c'est l'anarchisme. Et à bien y regarder, cette force, cette affirmation permanente de la vie contre la résignation à œuvrer pour transformer la société.

Jadis, la mixité à l'école a été promue et expérimentée dès la fin du XIX^e et le début du XX^e par des anarchistes, avant de devenir la règle dans le milieu des années 1960. La lutte pour l'objection de conscience au service militaire a donné le statut d'objecteur de conscience – lui-même tombé en désuétude du fait de la fin de la conscription obligatoire. Les anarchistes ont aussi milité pour l'autonomie de la classe ouvrière à travers une organisation fédéraliste des exploités, d'où furent issues en France les formes d'organisations fédéraliste et confédéraliste des syndicats. Fédéralisme de branche, mais aussi territorial, avec le mouvement des Bourses du travail initié par des anarchistes. Malgré leurs dérives bien connues, ces organisations syndicales demeurent un outil de lutte



et d'autonomie des «bases». Bien des conquêtes ouvrières furent obtenues par cet esprit pragmatique d'indépendance et d'auto-organisation, les droits sociaux n'ayant jamais été conquis qu'en débordant les bureaucraties politiques (et syndicales). La laïcité elle-même fut un compromis étatique obtenu sous la poussée d'une lutte antireligieuse résolue. L'union libre fut issue de la popularisation des thèses anarchistes sur l'amour libre. Le droit à l'avortement fut concédé après la constitution de réseaux d'entraide autogérés par des militantes féministes passant elles-mêmes à l'action directe. Des gynécologues libertaires et des militants anarchistes ont ainsi pratiqué des avortements illégaux, au nom de la liberté de choisir des femmes et en solidarité avec ces personnes. À une époque où la contraception était inexistante, certains anarchistes sont allés jusqu'à la vasectomie pour éviter les grossesses non désirées et ont été condamnés pour cela (affaire des stérilisés de Bordeaux en 1935). Et caetera...

Aujourd'hui? Sur les dix, quinze dernières années, on peut encore relever des victoires, issues de la diffusion des idées et des pratiques portées par de nombreuses personnes aux idéaux anarchistes. Dans une émission de Daniel Mermet de début février, consacrée à un fictif «alter-gouvernement» de gauche, avec des ministres militants d'Attac et autres, on a pu entendre le pressenti «ministre à la Ville» (Paul Ariès) dire qu'il mettrait en place la gratuité des transports en commun, alors que ce catho de gauche et électoraliste n'est pas anarchiste. Certaines villes sont d'ailleurs déjà passées à la gratuité des transports en commun. Or cette revendication politique a longtemps été portée par le mouvement libertaire, dont la Fédération anarchiste n'était pas la dernière. Le cercle d'in-

fluence s'est donc bien élargi. De même, la pratique du prix libre est née dans la mouvance anarcho-punk et s'est depuis largement diffusée dans les forums sociaux locaux, y compris pour les repas. Dans cette mouvance anarcho-punk, la gratuité des CD et des concerts est expérimentée pour s'affranchir de l'esprit de marchandise. La prise de décision au consensus, avec attention portée au temps de parole de chacun, au contrôle en assemblée de l'action des commissions ou des mandats, est désormais pratiquée dans bien des forums sociaux, avec des participants venant pourtant d'horizons très différents, y compris de partis à la tradition beaucoup plus hiérarchiste... Chez les indignés aussi, malgré un manque parfois criant de «culture» politique, ces pratiques ont fleuri. Dans le film *Tous au Larzac*, on a pu voir que c'était la prise de décision au consensus qui prédominait dans les assemblées et apportait satisfaction (une seule fois il y a eu vote, à la fin du mouvement).

En ces temps de régression sociale, il est bon pour le moral de se rappeler qu'une partie de nos idées vogue, que quelques-unes germent sans qu'on ne sache pourquoi celles-là plutôt que d'autres.

L'anarchisme a toujours défendu une pratique d'alternatives en actes ici et maintenant, indissociable d'une aspiration révolutionnaire globale. Continuons!

Stef

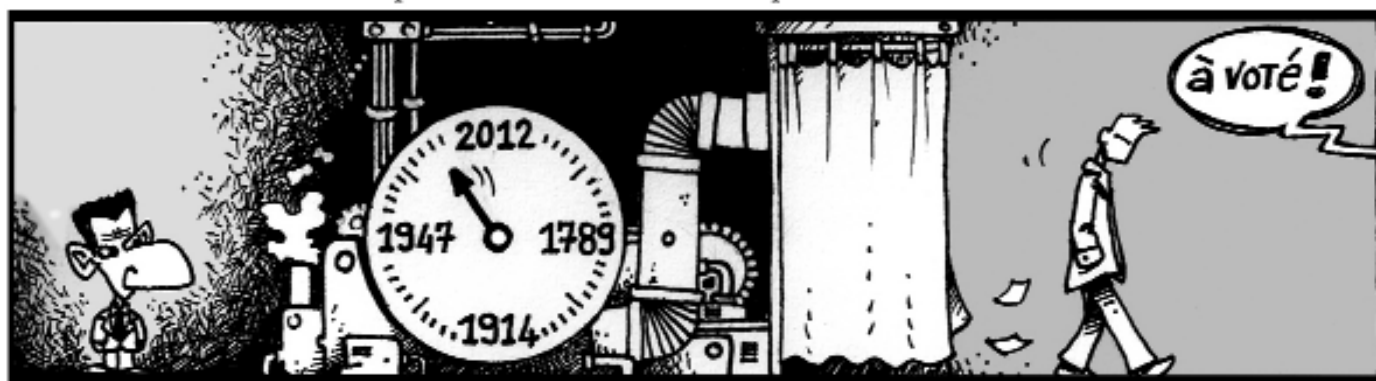
Groupe Vannes-Lorient de la Fédération anarchiste

Juanito

Groupe Pavillon noir de la Fédération anarchiste

Fin de règne ? Famille-Patrie-Police !

«La machine à remonter le temps ... une invention démocratique.»



Valère.

Maurice Rasjfus

Il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir l'évolution d'un clan politique, de plus en plus nostalgique de l'époque où le tandem Pétain-Laval gouvernait à Vichy. Cette réflexion n'est peut-être pas originale mais, particulièrement depuis 2002, par petites touches puis, sans même s'inquiéter d'une opinion publique plutôt nonchalante, celle qu'on qualifie de «France profonde», entendez «qui ne fait pas de politique», était clairement avertie que c'en était terminé de l'État-providence. C'est ainsi qu'un vibrion, déjà très marqué à droite, subjuguait un électeur déçu par une gauche qui n'avait rien de neuf à proposer. En 2007, très crûment, Nicolas Sarkozy informait ses futurs sujets que s'ils voulaient gagner plus, il leur faudrait travailler davantage. Cela en un temps où le chômage ne faisait qu'augmenter, tandis que les salaires étaient pratiquement bloqués.

Ne surtout pas oublier le passé chrétien de la France !

Très rapidement, les gogos qui se contentent de faire confiance aux résultats sortant des urnes devaient s'apercevoir qu'ils n'avaient pas seulement accordé leur confiance à un bateleur de foire, mais à l'héritier d'un groupe de pensée désireux de ramener la France au niveau social qui étaient le sien à la fin du XIX^e siècle. Le credo du petit Nicolas X était cruellement simpliste : les braves gens

qui peuplent le pays des droits de l'homme devaient comprendre qu'il n'était plus possible de respecter ce droit du travail conquis au cours de décennies de luttes. Surtout si l'on voulait encore continuer à assurer les privilèges de ceux qui avaient encore le bon goût de continuer à accueillir des salariés dans leurs entreprises. D'un bout à l'autre du camp des exploités, c'était le même refrain : il est temps de siffler la fin de la récréation ! La présidente du Medef, Laurence Parisot, assurait avec un bon sourire, comme si c'était une évidence, que la liberté de pensée s'arrêtait là où commencent les articles du Code du travail. Avant d'ajouter finement que si la vie et la santé sont précaires, pourquoi n'en irait-il pas de même du travail. Refrain repris très récemment par Serge Dassault, l'avionneur sinistrement réputé pour ses positions antisociales.

À tous les niveaux de l'action du pouvoir le plus réactionnaire que la France ait connu depuis la période 1940-1944, il y avait une unique volonté : ramener le pays à des décennies en arrière. Outre le rappel constant au passé chrétien de la France, les vieux démons revanchards reprenaient de la vigueur. C'était tout d'abord l'attaque frontale contre l'État laïque, dans le même temps que se développait cette célébration de la «méritocratie» chère à ce président de la République qui préfère se faire appeler «chef de l'État», comme Pétain.

Autre étape. Tandis que les statistiques du chômage ne faisaient que démontrer le champ de ruines provoqué par les délocalisations, il y avait la volonté d'en terminer rapidement avec les trente-cinq heures «qui ruinaient la France», il y avait l'instauration de la défiscalisation des heures supplémentaires ; avec cette explication paradoxale que le travail ne pouvait se partager. En arrière-plan, il y avait surtout le mépris de ceux que l'on incitait à se lever tôt. En clair, le culte du travail à la sauce Sarkozy s'apparente surtout à l'une des croisades du régime de Vichy : le retour à la terre. Dans notre France des riches, ou tout au moins de ceux dont l'unique ambition serait d'accéder à la richesse, l'unique réponse des détenteurs du pouvoir se réduit à la menace de la matraque.

Sous le signe de la répression

Si le nombre de policiers et de gendarmes était en diminution, il n'en va pas de même dans les faits. Peut-être voit-on moins les forces de l'ordre dans la rue – ce qui ne devrait pas nous chagriner outre mesure –, mais on retrouve ces excellents défenseurs de l'ordre public aux portillons du métro pour traquer d'éventuels sans-papiers. À chaque mouvement social, la réponse est policière et il suffit d'assister au déploiement des chevaliers de la trique et des grenades lacrymogènes lors d'une simple délégation devant un ministère. Si la V^e République, revue et corri-

gée depuis 2002, n'est pas encore un État policier au sens où il avait pu se développer dans les États totalitaires, elle en prend sinistrement le chemin. Ce à quoi nous assistons, c'est à cette volonté de créer une société policière où chaque citoyen aurait vocation à devenir le flic d'un autre.

Au XIX^e siècle, on se méfiait des pauvres, dangereux pour les quartiers bourgeois. De nos jours, les nouveaux parias sont surtout représentés par les travailleurs immigrés, par ailleurs durement exploités. Ce qui n'empêche pas les princes qui nous gouvernent d'enfermer les plus visibles d'entre eux, en expliquant au bon peuple, en reprenant le discours raciste du Front national que le travail doit être prioritairement réservé aux bons Français de France. Il faut être juste : Nicolas Sarkozy n'a pas inventé les centres de rétention, et pas davantage les ministres de l'Intérieur qui se sont succédé depuis 2002. N'oublions pas que c'est un ministre de l'Intérieur socialiste qui en a été l'initiateur en 1992. Ses successeurs n'imaginaient peut-être pas l'extension de ces lieux où s'exprime la haine de l'étranger. Non, non, ce n'est pas plus de la xénophobie que du racisme militant. Il s'agit simplement de protéger les «nationaux» des hordes hallucinées qui viennent dévorer le pain des Français.

Nous ne pouvons nous empêcher de rappeler une déclaration cocasse du ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant, en 2001, à propos de ces centres de rétention qui ne devaient en rien être répressifs. Ce doux humaniste décrétait que ces mini-camps de concentration devaient bénéficier de «prestations de type hôtelier». Surtout, ne pas ricaner, c'est inscrit dans les textes. Toujours est-il qu'en 2011, outre les milliers d'adultes, réprimés parce que sans papiers, de nombreux enfants sont passés par ces lieux de non-droit, sous le regard vigilant des policiers de la PAF.

La haine de l'étranger, il faut y revenir, est devenue la base de la politique d'un gouvernement où l'on trouve des rejetons de Hongrois, d'Arméniens et de Roumains (ceux-là doivent avoir beaucoup à se faire pardonner). Pour ces patriotes intransigeants, tous les dérapages sont possibles. C'est ainsi qu'à la mi-février 2012, il était fait cette suggestion sur le site internet de l'UMP : «Pour lutter plus efficacement contre les actes de délinquance commis par une frange de la population qui a fait de la violation de la loi pénale son habituel mode de vie, doit-on expulser les étrangers auteurs de tels faits?» Bel amalgame ayant pour objectif de montrer leur chemin de Damas aux possibles électeurs de Marine Le Pen. Surtout, ne pas oublier que la France, jadis terre d'asile, est toujours, dans les textes, la République des droits de l'homme.

Bientôt, l'école sans Dieu sera peut-être stigmatisée

Nul n'a oublié le discours de Latran, en 2008, lorsque Nicolas Sarkozy, la main sur le

cœur de Jésus, se faisait pédagogue lorsqu'il expliquait que, jamais l'enseignement de l'instituteur ne pourrait remplacer celui du prêtre ou du pasteur. Par la suite, en de nombreuses occasions, l'enfant de chœur démoniaque qui règne à l'Élysée ne s'est jamais privé d'apparaître en public, et en plein écran à la télévision, faisant le signe de croix avec la plus grande conviction. L'école laïque, quelles que soient ses insuffisances, représente toujours l'ennemi à abattre. D'où cette volonté de la détruire, en favorisant l'enseignement privé. Il y a d'abord eu la mise à mal de carte scolaire, permettant aux plus fortunés de choisir les «bons établissements» où les chères têtes blondes ne risqueront pas la promiscuité avec les garçons et filles de ces envahisseurs qui n'ont rien de commun avec notre culture.

Avec la RGPP (révision générale des politiques publiques) devait venir le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce qui, en quatre ans, a permis la destruction d'environ 60 000 emplois d'enseignants, alors que nos gouvernants se félicitent du fort taux de natalité atteint ces dernières années. D'où l'augmentation des effectifs dans les classes du primaire et du secondaire. Peu importe susurre le ministre de l'Éducation nationale, directeur des ressources humaines dans une autre vie : «Il est possible de faire mieux avec moins!» Cerise sur le gâteau, les ministres de l'Éducation nationale qui se sont succédé depuis 2002 se sont appliqués à limiter la formation des enseignants, avec la suppression des IUFM et la mise en place de stages pédagogiques rien moins qu'illusoire. De même pour le tutorat promis pour les jeunes professeurs n'ayant aucune expérience. La volonté de détruire l'enseignement public est évidente, tout comme paraît affirmé ce qui serait «la liberté de l'enseignement» avec, bien entendu, des filières réservées aux familles privilégiées. Déjà, l'université a tendance à devenir la parente pauvre de ces «grandes écoles» où la bonne droite cherche à recruter ses élites. Enfin, la recherche dont nos élites ne cessent de proclamer l'importance s'oriente surtout vers les intérêts des entreprises.

La stigmatisation des chômeurs

Nicolas Sarkozy, qui a toujours considéré la presse et les journalistes comme des empêcheurs de réprimer dans la discrétion, n'a pourtant pas hésité à occuper les écrans de télévision lorsqu'il le jugeait indispensable. De même, le 11 février, il se répandait en première page du *Figaro Magazine* pour nous confier la qualité de «ses valeurs». Plutôt que d'évoquer la lutte contre le chômage, ou d'assurer le maintien du pouvoir d'achat, il agitait le bâton du gendarme. Menaçant les chômeurs, les accusant d'être budgétivores, montrant également d'un doigt vengeur les travailleurs immigrés, coupables de venir se

nourrir du pain blanc des bons Français. À cette occasion, il évoquait la possibilité de mesurer, par la voie du référendum, l'opinion de ceux qui estimerait nécessaire de faire travailler gratuitement les chômeurs, ou en faisant appel aux bas instincts des patriotes intégristes, désireux de poursuivre la purification ethnique. Plus généralement, il s'agit de stigmatiser ces feignants de chômeurs qui vivent benoîtement des revenus procurés par cet assistanat devenu une plaie de notre société de progrès.

Comme il ne suffit pas d'en rester à la répression, il est bien naturel de justifier ces années de politique rétrograde par des explications bassement philosophiques. Ainsi, le 4 février 2012, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, nous informait que «toutes les civilisations ne se valent pas»; il était immédiatement approuvé par Nicolas Sarkozy, lequel estimait que c'était là des propos de «bon sens»¹. Dès lors, nous devrions être confortés dans cette fausse certitude de la supériorité de certaines civilisations sur d'autres. Claude Guéant aura beau expliquer, quelques jours plus tard, que ses propos ont été sortis de leur contexte, et déformés, il va de soi que le ministre de la police visait les Maghrébins vivant en France. Missionné par Nicolas Sarkozy, ce maître policier a lancé une polémique qui ne peut que laisser des traces dans une partie de la population supposée xénophobe et raciste. Les analystes tranquilles estiment justement qu'il s'agit surtout – comme en 2007 – de «rabattre les voix de l'électorat du Front national». À ceci près qu'avec un Sarkozy qui révèle surtout sa véritable nature, le Front national peut devenir inutile. Surtout avec des comparses comme Claude Guéant en porte-drapeau...

M. H.

1. Note de la rédaction : à propos de la «philosophie» minable de Nicolas Sarkozy, voir le livre pastiche *Le Génie de sarkozysme. De l'absurdité des concepts dominants*, établi et annoté par Pascal Charbonnat, Éditions Matériologiques, 2011 (materiologiques.com). Livre dans lequel l'auteur examine les concepts suivants : le libre arbitre, le travail, la récompense, le châtement, le résultat, le marché, la nation, l'État, la sécurité, Dieu.

Mayotte : quand la liberté et l'humanité font naufrage...



Thibaut Lemièr

«Je fais la navette entre Anjouan et Mayotte à bord de kwassas¹ depuis 2003. J'ai ma famille là-bas [Mayotte] et c'est là-bas que j'ai construit ma vie. À chaque fois je suis reconduit et à chaque fois j'y retourne. C'est dire que ce n'est pas ma dernière traversée! »², racontait Fayad Halidi, un des rescapés du naufrage d'une embarcation de migrants, le 16 janvier dernier sur les côtes nord de Mayotte. Un drame au bilan très lourd puisqu'il a fait plus de douze morts et disparus, dont un nourrisson de quelques mois. Douze jours plus tard, un nouveau naufrage de kwassa-kwassa, toujours au nord de l'île, faisait cinq morts et des dizaines de disparus. Deux nouveaux drames venant s'ajouter à la trop longue liste de naufrages et de victimes en mer dans ce bras de mer large de 70 kilomètres. Une bande de mer qui sépare le tout nouveau 101^e département français des trois îles voisines de l'archipel des Comores. Un nouveau DOM français que la communauté internationale ne reconnaît pas et que les Comores et la communauté internationale ne cessent de dénoncer comme étant occupé illégalement par la France depuis trente-sept ans. En effet, en 1975, l'archipel des Comores, dans l'océan Indien, au beau milieu du canal du Mozambique, proclamait son indépendance. Mais dans un scrutin plutôt obscur manipulé par la France, Mayotte restait sous le joug de la France qui l'occupe depuis. Malgré les injonctions et condamnations régulières de l'Onu (la dernière de l'assemblée générale de l'Onu interviendra en 1992), de l'OUA

(Organisation de l'unité africaine) et de la Ligue arabe (dont les Comores sont membres), la France maintient depuis cette date sa présence, arguant du principe d'autodétermination des peuples à disposer d'eux-mêmes (affirmé notamment par la Charte des Nations unies de 1945). La France en défenseur des droits et des libertés? C'est ironique lorsque l'on sait qu'en 2010 la France n'a pas ratifié la convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail. La France se réfugie quant à elle derrière des scrutins à répétition, dont le référendum du 29 mars 2009 sur la départementalisation; des votes illégaux selon l'Onu et ce, depuis 1975. Des suffrages pour le moins contestables lorsque l'on sait également que la France a mis en place en 2001 la CREC (Commission de révision de l'État civil) pour rattraper un État civil pas du tout fiable... Trouver des électeurs et établir des listes électorales alors que l'on ne possède pas d'état civil, ça tient du miracle...

En 1995, la France décide d'accélérer le mouvement de développement de l'île et prend un certain nombre de mesures qu'elle juge «utiles» afin d'arriver à ces fins. C'est ainsi que le 1^{er} janvier 1995, le tandem Balladur-Pasqua, respectivement Premier ministre et ministre de l'Intérieur, instaure un visa pour réglementer la circulation entre Mayotte et les trois autres îles sœurs de l'archipel. Une fermeture des frontières qui inter-

vient après des siècles de libre circulation entre les îles, mouvement tellement ancien qu'il n'est pas une famille qui ne soit dispersée sur l'ensemble des îles de l'archipel. Ce mur de 1995 sépare durablement des hommes et des femmes qui traditionnellement se déplaçaient librement dans l'archipel. Un verrouillage des frontières qui s'applique aux hommes, mais également aux marchandises avec l'instauration de barrières douanières sur les échanges dits « traditionnels » entre les îles des Comores et Madagascar. C'est cette situation qui, combinée à la politique du chiffre instaurée par Sarkozy dans la nouvelle politique d'immigration au début des années 2000, favorise le développement de la « question » ou plutôt du « problème migratoire » à Mayotte. Un blocage qui sédentarise une partie des populations des Comores d'un côté ou de l'autre de ce mur... Le durcissement des contrôles frontaliers et l'augmentation exponentielle des reconduites à la frontière poussent les migrants à prendre la mer via des passeurs prêts à prendre tous les risques pour gagner les côtes de Mayotte, comme le soulignait Fayad... C'est ainsi que Mayotte totalise un triste record de reconduites avec pas moins de 21 762 reconduites, dont plus de 5 000 enfants mineurs en 2011 (soit plus de 12 % de la population totale de l'île) contre quelque 4 000 en 2004. Une situation désastreuse qui transforme ce bras de mer en l'un des plus vastes cimetières marins du monde avec la Méditerranée, dans une indifférence quasi générale de la France métropolitaine : pas un gros titre de la presse nationale, pas une une consacrée à Mayotte, si ce n'est l'affaire du centre de rétention en 2008. À tel point que Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, de passage quatre jours à Mayotte le 28 janvier 2012 dernier, soulignait ainsi que « Mayotte, c'est la honte pour Paris : avouer qu'aux yeux de tous, des gens meurent dans des eaux françaises... Si ça s'était passé à Lampedusa, ça aurait fait les gros titres ! » (Malango du 1^{er} février 2012). Et effectivement ces drames sont loin de faire les gros titres des médias métropolitains mais aussi, et c'est sans nul doute plus inquiétant, de la presse locale, qui ne consacre que quelques lignes dans la rubrique faits divers à ces drames si révélateurs d'une situation et de politiques mortifères.

Tristes constats qui révèlent que cette guerre aux migrants menée aussi de l'autre côté de la planète reste dans un silence assourdissant. L'argument du développement au bénéfice de tous qu'a accompagné cette politique de fermeture des frontières, a volé en éclat au dernier semestre de 2011 lors des grèves « contre la vie chère » qui ont bloqué l'île durant plus de quarante-six jours. Parmi les revendications, les grévistes fustigeaient la quasi-absence d'échanges « légaux » et anciennement traditionnels avec les Comores, mais aussi avec Madagascar. Même si le prétexte de l'immigration responsable des maux de la société mahoraise a tenté d'être mis sur le devant de la scène par les autorités et la bourgeoisie locale lors de ces mobilisations, cet

épouvantail n'a guère fait recette et ne satisfaisait en rien une population exténuée par une situation ubuesque : celle qui les avait conduits à rendre vulnérables leurs proches à la violence de la politique de lutte contre l'immigration clandestine portée comme condition au développement. On estime que la moitié des 200 000 habitants de ces 350 km² de territoire français au beau milieu de l'océan Indien est d'origine « étrangère ». Sur ces 100 000 personnes, pas moins de 60 000 seraient sans-papier, soit près d'un tiers de l'île ! Comment ne pas croire qu'une guerre qui persécute un tiers de l'île ne peut avoir de conséquences sur l'ensemble de la population. Une anthropologue soulignée ainsi que Mayotte est le seul « département » français où la population est contrainte de sortir avec ses papiers sous peine de garde à vue et/ou de reconduites express.

Nul doute que la politique de lutte contre l'immigration développée depuis la fin des années 1990 revêt à certains égards des accents terrifiants, faisant de ce territoire une terre de non-droit. Ainsi le 25 janvier dernier, le tribunal correctionnel de Mamoudzou condamnait deux policiers de la police aux frontières (PAF) à six mois de prison avec sursis adjoints de six mois de mise à pied et 500 euros d'amendes. On peut aussi noter le cas de ces chasseurs assermentés qui ont tabassé une femme sans papier retenue au centre de rétention administrative de Dzaoudzi, qui avait dû être hospitalisée avec cinq jours d'ITT (interruption temporaire de travail). Une situation loin d'être une exception tant les affaires de maltraitance et de violence policière sont courantes sur ce territoire de la République bananière une et indivisible³... Des faits qui ont poussé la vice-procureure de la République Hélène Bigot à s'exprimer ainsi lors de l'audience du 25 janvier : « Je n'ose imaginer que qui que ce soit dans cette salle puisse sous-entendre qu'un quelconque comportement puisse justifier la violence des coups portés » (propos recueillis le 26 janvier 2012 par l'hebdomadaire *Mayotte Hebdo*). Faut-il voir dans ces comportements des forces de l'ordre une illustration des accusations régulièrement portées par les rescapés de naufrages ? Celles des associations et militants locaux des droits de l'Homme et de la justice sociale qui accusent de violences les autorités coloniales dans les secours à ces naufrages sur les côtes nord de l'île de Mayotte ? Violences aggravées par des secours jugés très tardifs par les rescapés et ces mêmes militants... Fayad Halidi (un rescapé du naufrage du 16 janvier 2012) soulignait ainsi dans *Al Watan* : « Il faisait sombre quand les secours se sont décidés à venir nous aider. [...] Après le naufrage, vers 16 heures, deux pêcheurs ont été les premiers à venir sur les lieux. Une heure après, un hélicoptère de la police est venu survoler l'endroit, sans rien faire de plus. Il est reparti, pour revenir une heure après, quand le crépuscule était déjà tombé. Un des leurs, un blanc, a été particulièrement brutal avec nous. » Un sauvetage pour le moins particulier qui s'est soldé par des reconduites expéditives vers les Comores. Dans un communiqué, la Cimade de Mayotte (cimade.org)

indiquait ainsi que « le lendemain midi, après un très bref passage au centre de rétention, une partie [des rescapés] était expulsée. Les autres le seront le lendemain ». Une reconduite express qui souligne une fois encore les difficultés pour les migrants de faire valoir leurs droits, car dans ce 101^e département français, c'est toujours la législation d'exception, des réminiscences du Code de l'indigénat français qui prédomine... Une situation pour le moins préoccupante, voire révoltante dans cette « verrue de la République » (comme le titrait *Libération* en 2008) pour les associations et les militants et une partie de la population qui refuse de plus en plus ces violences et ces « incidents » liés à une politique d'immigration faite d'objectifs chiffrés, et qui semble avoir atteint des paroxysmes de violence et d'inhumanité.

Dans cette terre de non-droit, la résistance s'organise. Les différentes mobilisations et le bras de fer des Comores entamé contre la France au mois d'avril 2011 ont permis de baisser sensiblement le nombre des reconduites en 2011. En 2011, Mayotte « comptabilisait » ainsi 21 762 reconduites, dont plus de 5 000 mineurs contre 26 405 expulsions, dont 6 000 mineurs en 2010. Le mouvement social du dernier semestre 2011 a bloqué pour quelques semaines la machine à expulser, mais ce n'est qu'une bataille et la lutte contre ces politiques racistes et criminelles, et pour la justice sociale, est encore loin d'être finie. La première bataille étant sans nul doute celle contre l'oubli et l'indifférence devant les exactions de la France dans ce confetti de l'empire. **T.L.**

1. Barque traditionnelle de 6 à 9 mètres transportant marchandises et reconvertie pour l'occasion en bateau de transport de migrants...

2. Témoignage recueilli et publié par *Al Watan* du lundi 23 janvier 2012.

3. Pas moins d'une dizaine d'affaires visent directement les forces de l'ordre, dont quatre concernent des violences à l'encontre de migrants.

Espagne

C'est dans la **rue** qu'ça se passe

LE DIMANCHE 19 FÉVRIER, soit moins de deux mois après sa prise de fonction, le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, est confronté à son premier mouvement de protestation sociale. Et quel mouvement ! Ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui ont manifesté dans une soixantaine de villes. Le plan d'austérité annoncé par le pouvoir a mis tout le monde dans la rue : les syndicats institutionnels (CCOO et UGT) et les partis de gauche, y compris le PSOE qui voudrait bien faire oublier que, jusqu'à peu, c'est lui qui gouvernait le pays et qui avait allègrement lancé les premières mesures de rigueur, contre lesquelles il s'insurge aujourd'hui. On pouvait aussi voir, évidemment, nos camarades anarcho-syndicalistes de la CNT et de la CGT espagnoles, ainsi que les « indignés » du 15M. À Madrid, ces derniers protestaient autant contre le gouvernement et les partis que contre les syndicats institutionnels. Il faut dire que, ces dernières années, CCOO et UGT ont entériné nombre d'accords avec le pouvoir (de gauche à ce moment-là). Accords qui étaient loin de favoriser la classe ouvrière. C'est donc aux cris de « *Pas cher, pas cher se vend le syndicat !* » que des indignés s'en sont pris aux dirigeants syndicalistes en leur jetant des œufs remplis de peinture jaune, la couleur qui leur sied le mieux. Cándido Méndez, le secrétaire général de l'UGT, s'en souviendra, lui qui a également été éclaboussé de ce même jaune.

La prochaine étape évoquée est, bien sûr, la grève générale, en réponse au train de mesures gouvernementales déjà mises en place et celles à venir. La dernière « réforme » proposée par le gouvernement ultralibéral de Mariano Rajoy lève le voile sur les intentions réelles de ce dernier : revenir aux conditions d'exploitation du XIX^e siècle. Comme en Grèce, en Italie, et en France aussi, la seule alternative proposée par le patronat consiste à allonger le temps de travail sans augmenter les salaires, ou à réduire ces salaires sans diminuer les heures effectuées. On appelle ça un choix.

Le Parlement espagnol (comme tous les Parlements) vote, impose les plans d'austérité présentés par le gouvernement (de droite) en arguant de sa « légitimité » acquise aux élections de mai 2011. L'ancien gouvernement (de gauche) avait déjà mis en œuvre des « réformes » en mettant en avant, lui aussi, sa légitimité obtenue par les urnes. Comme on a pu le voir depuis bientôt un an, les « indignés » ont eu beau crier « *Ils ne nous*



représentent pas », le fait est que droite ou gauche imposent leurs mesures antipopulaires au nom de leur « légitimité » électorale. De même que le Parlement grec vote les plans d'austérité les uns après les autres, même cerné par les manifestants qui scandent eux aussi « *Ils ne nous représentent pas* ». Nous le répétons assez souvent : les élections servent à déléguer et non à participer aux décisions (illusion de la démocratie bourgeoise). Aux législatives de mai 2011, les électeurs espagnols, écoeürés par les mesures prises ces dernières années par le PSOE, ont rejeté le gouvernement Zapatero, mais n'attendaient pas grand-chose du candidat de droite (Rajoy) qui n'avait d'ailleurs pas promis grand-chose. C'est du dernier chic : « *Je ne vous promets rien, si ce n'est que vous fassiez encore plus d'efforts, que vous vous seriez encore plus la ceinture* », pourraient-ils tous nous dire en substance. (Du sang et des larmes quoi...) « *Plus de promesses, vous avez compris que je ne pourrai pas les tenir, mais faut être sérieux, continuez de voter, il vous faut des représentants.* »

Les anarcho-syndicalistes espagnols rappellent que les véritables représentants des travailleurs se trouvent dans leurs organisations de classe et non pas au Parlement (où l'on ne trouve aucun ouvrier ou paysan). Mais encore faudrait-il que ces organisations de classe aient toujours comme but l'abolition du salariat. Nos camarades espagnols appellent à la riposte contre la nouvelle « réforme » du Code du travail, qui donne aux employeurs toute liberté pour procéder à des licenciements collectifs sans autorisation administrative, en réduisant considérablement le montant des indemnités, voire en les supprimant entièrement pour un embauché pendant sa période d'essai qui passe de six à douze mois, etc.

La seule réponse à opposer à ces mesures est la lutte et l'occupation des entreprises et de la rue. Là, on peut voir qui, des politiques et syndicats institutionnels ou des organisations de classe révolutionnaires, sont les véritables représentants des travailleurs. Les possédants, eux, misent toujours sur la peur des exploités. Peur de perdre son emploi pour celui ou celle qui en a un, et nécessité d'en obtenir un pour celui ou celle qui est au chômage. Ils misent d'autant plus sur cette peur des exploités, qu'ils peuvent compter sur les « représentants » des syndicats institutionnels pour faire avaler toutes leurs décisions puisque « c'est la crise, on n'y peut rien, il faut bien accepter de faire des sacrifices ». À noter que c'est toujours aux plus pauvres de faire des sacrifices. (Normal, ils sont les plus nombreux !) Mais, comme ne le cachent même plus nombre de dirigeants, toutes les mesures en cours ne seront pas suffisantes. Il en faudra d'autres et encore d'autres. Le système capitaliste n'a pas l'intention de céder la place, et il n'est pas – quoiqu'en disent certains – en fin de course ; simplement, il mue. Les exploités doivent-ils l'aider à muer, à se transformer, à se relancer ? Ou bien est-il temps de dire basta, de s'y opposer pour se diriger vers sa suppression ? Les anarcho-syndicalistes espagnols font le même choix qu'il y a un siècle : s'organiser, se mobiliser dans l'action, et redonner sa force au mouvement ouvrier pour toujours lutter et aller de l'avant vers la société autogestionnaire, sociale et libertaire.

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Wirikuta ou l'essence d'une vie

LA PUBLICATION, le 7 février dernier, de la déclaration de Wirikuta offre ici l'occasion de faire un point sur le combat que mène, depuis plus d'un an maintenant, le peuple wixárika contre les ambitions économiques du gouvernement fédéral mexicain et l'avidité d'une multinationale.

C'est en 2010 que l'actuel président du Mexique, Felipe Calderón, cède à la compagnie canadienne First Majestic Silver Corp environ 70 % du territoire de Wirikuta (soit 6 236 hectares), en vue d'une exploitation minière qui commencerait en 2013. Cette concession, sans doute économiquement juteuse pour les patrons et les actionnaires, est bien sûr intervenue sans la consultation préalable des gens qui y vivent depuis toujours (notamment dans le village Real de Catorce), ni du peuple wixárika qui, s'il n'y habite pas, est culturellement très attaché à ces terres. En effet, depuis des siècles, Wirikuta (État de San Luis Potosí) est pour les Indiens Wixaritari, une terre sacrée où, dans le cadre d'un pèlerinage, ils doivent se rendre au moins une fois dans leur vie. Ce désert est, pour eux, « l'origine de la vie, car là s'est levé le Soleil pour la première fois ». On y trouve également le peyotl, plante médicinale importante (elle serait notamment un remède efficace contre les piqûres et morsures venimeuses de scorpions et de serpents) dans la vie des Wixaritari, lesquels lui confèrent surtout des vertus spirituelles dans le cadre de rites religieux. Chaque année, bien qu'habitant à des centaines de kilomètres, les chamans Wixaritari organisent un pèlerinage à Wirikuta pour y récolter le peyotl. C'est dire toute l'importance de cette terre dans la culture de ce peuple ancestral, établi au Mexique depuis plus d'un millénaire.

Mais les projets de la compagnie minière canadienne viennent contrarier cette vieille tradition. Outre la privatisation du territoire, celui-ci sera désormais surexploité, la direction envisageant d'extraire du sol plus d'une tonne de minerais par jour (dans laquelle la compagnie espère trouver plusieurs kilos d'argent) ! Si certains habitants de Wirikuta accueillent cette installation minière comme une réponse au chômage et à la misère qui frappent la région, d'autres, et notamment les Wixaritari, s'indignent contre la privatisation d'une terre et le sacrifice d'une culture séculaire sur l'autel du profit capitaliste. L'indignation – terme bien en vogue sous nos latitudes – est d'autant plus ferme qu'en 2008, le même Felipe Calderón signait un pacte – dit de Hauxa Manaká – avec les autorités communautaires du peuple wixárika par lequel il s'engageait à préserver et à assurer la continuité de leur culture. Preuve, s'il en fallait encore, de la vacuité des promesses et des engagements des politiciens qui, au



Mexique comme ailleurs, ne résistent jamais à l'appel de la rentabilité économique.

Plusieurs actions pacifiques ont déjà été menées pour exiger le départ de la compagnie minière. En mai 2011, de nombreux Wixaritari ont pris part à la marche organisée par le Mouvement pour la paix dans la justice et la dignité du poète Javier Sicilia. Leur parole s'est aussi fait entendre aux portes de l'Onu aux États-Unis et devant le siège de la compagnie minière au Canada, à Vancouver. Récemment, début février, le Conseil régional wixárika pour la défense de Wirikuta a pris la décision d'organiser « un pèlerinage traditionnel où, pour la première fois, vont confluer, à Wirikuta, les habitants de tous les centres cérémoniels des différentes communautés qui composent le peuple wixárika² ».

Si, pour nous autres anarchistes français, ces préoccupations spirituelles peuvent éventuellement paraître superficielles (ce qui, à mon sens, serait néanmoins un jugement sévère et trop hâtif), le problème de l'installation de cette compagnie minière est aussi d'ordre sanitaire et écologique. Comme l'explique Irene Bonilla Elvira dans son « Message depuis la Sierra Wixárika », l'extraction de l'argent contenu dans le minerai nécessite l'usage intensif de cyanure qui, à terme, « peut provoquer des difficultés respiratoires, des douleurs coronaires, des vomissements, des altérations du sang, des maux de tête et une hypertrophie de la glande thyroïde ». Elle souligne également le danger que représente la contamination de l'air et des sources d'eau par le plomb et l'arsenic également utilisés dans l'extraction de l'argent. Nous sommes donc réellement face à un problème qui va bien au-delà de celui, déjà pri-

mordial, de la survie d'une culture indienne et qui, de fait, concerne aussi bien les Wixaritari que les villageois de Real de Catorce.

À travers la récente déclaration dite de Wirikuta, les Wixaritari réaffirment leur volonté de défendre « de manière respectueuse et pacifique [...] ce qui pour [eux] est l'essence de la vie » et de se battre pour préserver Wirikuta des « concessions minières qui prétendent détruire [leurs] ressources naturelles liées à [leur] façon de vivre ancestrale ». Ils avisent également les habitants de Wirikuta que leur combat « n'est pas dirigé contre leur bien-être familial et économique, et que [leur] cause est celle de la protection de l'écosystème ».

De notre côté, et depuis cette lointaine France, on ne peut qu'espérer l'instauration de rapports fraternels entre les habitants de Real de Catorce et les Wixaritari, rapports qui puissent aboutir à une solution consensuelle répondant aux deux problèmes qui se posent : la misère sociale des uns et la destruction de la culture des autres. Le tout, bien sûr, sans le parasitage de l'État fédéral et de la compagnie minière dont les priorités sont tout sauf sociales et culturelles.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. « Message depuis la Sierra Wixárika » d'Irene Bonilla Elvira. Article publié sur le site *La Voie du jaguar* (www.lavoiedujaguar.net).

2. Communiqué du Front pour la défense de Wirikuta « Tamatsima Wa'haa », 4 février 2012.

Docteurs Folamour ou la java des bombes atomiques

TIENS, et si on reprenait un peu d'antimilitarisme? Y avait longtemps, non? Doctrine régalienne, si l'on peut dire, chez les libéraux, et au gré de la disparition de la conscription, et partant de l'objection de conscience et des insoumis, de la retraite de l'adjudant Kronenbourg, de moins en moins de jeunes gens viennent militer chez nous par la grâce et la radicalité de ces concepts pacifistes et révolutionnaires, alors qu'ils furent très nombreux entre 1960 et 1990 à nous rejoindre pour ces bonnes raisons-là. Est-ce bien une raison pour ne plus en parler? Certainement pas si l'on prête une oreille normalement curieuse aux bruits de bottes et de casques lourds, mais pas seulement, qui commencent à se faire entendre entre Israël et l'Iran, mais, là aussi, pas seulement. Fort à craindre et à parier qu'ils vont s'y mettre à plusieurs, les pourris. «La crise internationale actuelle pourrait déboucher sur une jungle nucléaire mondiale... Avec des armes de destruction massive à la portée de toutes les mains, il est impensable que le Hesbollah ou le Hamas se croient en sécurité sous prétexte que l'Iran est propriétaire d'une bombe atomique.» Cette réflexion d'une culotte de peau israélienne, citée dans *Le Canard enchaîné*, fait froid dans le dos. Voilà deux puissances, que les crétins qui veulent se rassurer qualifieront de régionales, en train de se préparer à se balancer le feu nucléaire sur le coin de la gueule, le tout sur fond d'approvisionnement pétrolier, de détroit d'Ormuz, de légitimité nationale, sans visiblement trop se soucier des dommages collatéraux. Victimes civiles : rien à cirer! Garde-à-vous! Le petit doigt sur la couture du pantalon. Et roule ma poule!

Ils n'en sont jusqu'à présent qu'aux gesticulations théâtrales d'usage, du calibre : Retiens-moi ou je fais un malheur! Tant que les services secrets réciproques s'entre-tuent, c'est un moindre mal et, même si on est un peu moqueur, c'est plutôt drôle. Il est vrai que les James Bond de service, des vrais ceux-là, s'en donnent à cœur joie depuis quelques mois, mais visiblement cela ne suffit pas à ces messieurs. Un scientifique en charge de la bombe en moins, c'est toujours un peu de liberté en plus. Mais faut que ça saigne, faut que ça pète, que ça cartonne, faut que ça pleure aussi, n'en faut des veuves, du sang, des morts et des orphelins, n'en faut de la tripe au soleil avec des mouches vertes à la régala dedans. Jamais assez! Les crises économiques, c'est comme ça qu'on les règle,

c'est pas d'hier ni d'avant-hier! Radical! Et c'est comme ça que ça risque bien de finir. La question ne semble plus être de savoir si ça va arriver mais quand ça va arriver. Question de réglage, de diplomatie, de météo, de jours fériés ou de lundi de Pentecôte. Des trucs assez obscurs et assez compliqués. Il y a ceux qui décident et qui se mettent bien vite à l'abri de leurs inventions – ça s'appelle les stratèges –, et les autres. En gros, les autres, c'est les plus nombreux, la piétaille, ceux-là qui n'ont bien peu ou pas du tout d'intérêts dans ces petits jeux à la con et qui risquent, sans avoir rien demandé, la vitrification subite et définitive. Les gens, en somme.

Mais aux pouvoirs israélien ou iranien, on est bien loin des apprentis sorciers à la sauce Walt Disney. Oui, l'armée est une bien bonne généreuse pourvoyeuse de cadavres. Elle montre encore cette fois-ci qu'elle est l'école du malheur, de la souffrance humaine, de la brutalité et de la bestialité, qu'elle est, toute honte bue, l'instrument des États pour nourrir leurs survies, qu'elle est la trique du capitalisme, du libéralisme, de tous les systèmes de gouvernement dans lequel nous n'avons rien à gagner et surtout beaucoup à perdre.

Émile Vanhecke



Philosophie du blues

Du nouveau chez les libraires

À PREMIÈRE VUE, au premier coup d'œil plutôt, on se demande s'il s'agit d'un ouvrage qui traite du « moi stirnerien ». Mais non, il s'agit bien d'un ouvrage sur l'histoire du blues sous tous ses divers aspects. La guitare de la couverture reprenant, en fait, ce que Gérard Herzhaft disait sur le piano dans sa Grande encyclopédie du blues : « Si la guitare est l'instrument clé du blues, le piano a toujours apporté au genre sophistication, urbanité et professionnalisme » ou, plus loin : « Le guitariste est un paysan itinérant, illettré et guenilleux ! » Donc, le blues, pour tout le monde, c'est d'abord une chanteuse, un chanteur avec une guitare !

Allons-y et annonçons-le à haute et intelligible voix : Philippe Paraire a commis là un excellent bouquin. Certes, comme il le dit lui-même, d'autres ouvrages en français sont parus sur le blues. Les meilleurs, à mon humble avis, sont ceux de Gérard Herzhaft, Jean-Paul Level et Robert Springer (respectivement *La grande encyclopédie du blues*, *Talking that talk*, *Le langage du blues et du jazz*, *Fonctions sociales du blues*). Les autres (que je ne nommerais pas, bien sûr) cherchent, entre autres, à égaler les productions outre-atlantique et n'y parviennent pas toujours.

Là, avec *Philosophie du blues*, on aborde de front un sujet qui n'a pas été trop abordé et qui mérite d'être traité : « Le blues n'aurait jamais dû continuer. » À ma connaissance, mais je puis me tromper, aucun texte en français ou en anglais (pour le reste, je ne sais...) n'a abordé ce sujet de manière conséquente.

Pour la France qui a vu des générations (?) danser le jerk sur les rythmes de *Shake it baby* de John Lee Hooker², il revenait donc à Philippe Paraire de combler cette lacune. De la page 29 à la page 36, tout est expliqué. Certes, les amatrices et amateurs de blues de notre bel Hexagone n'y sont pas pour beaucoup. Celles et ceux de Grande-Bretagne beaucoup plus, entre autres quand, dans les années soixante et plus, une grande majorité des groupes anglais faisaient des reprises des grands standards du blues.

Sinon, en écho au sous-titre du livre (*Une*

éthique de l'errance solitaire), les chapitres se suivent sur les multiples facettes de l'errance : géographique, sentimentale, intérieure, addictive, sociale. Pour en finir en fanfare avec : « La liberté en héritage ! »

N'oublions pas dix pages de notes fournies et une discographie généalogique de cent blues originels.

Pour vous mettre l'eau à la bouche, quelques autres sous-titres : « Le paradoxe d'un folklore local devenu une attitude universelle. », « Un personnage fondateur : le musicien vagabond. », « Et pourtant le blues aurait dû disparaître. » Comme Philippe Paraire l'écrit : « Avant de devenir une musique de rang mondial dans les années soixante, le blues a été un corpus éthique de références s'exprimant à travers une littérature orale chantée comme le furent l'Illiade et l'Odyssée, qui s'est transportée d'une ferme, d'une fête, d'un quartier, d'une ville, d'un État à l'autre. » L'auteur⁴ manie avec bonheur réflexions philosophiques et musicales pour nous faire partager sa passion pour le blues. Qu'il en soit remercié en attendant d'en discuter avec lui un samedi après-midi à la Librairie du Monde libertaire !

Thierry

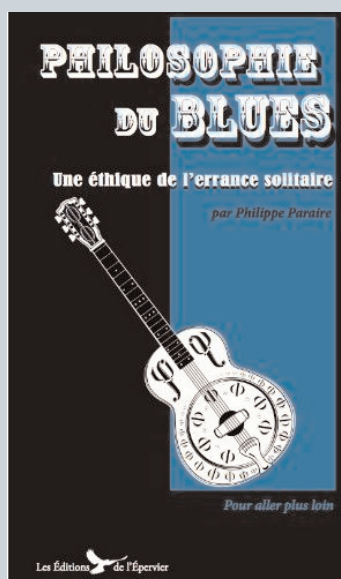
Blues en liberté

1. Gérard Herzhaft consacre deux colonnes au piano et près de trois pages à la guitare. Il n'y a pas photo !

2. Ce titre s'est plus que bien vendu en 45 tours. Est-il besoin de préciser que John Lee Hooker n'a jamais perçu un centime ?

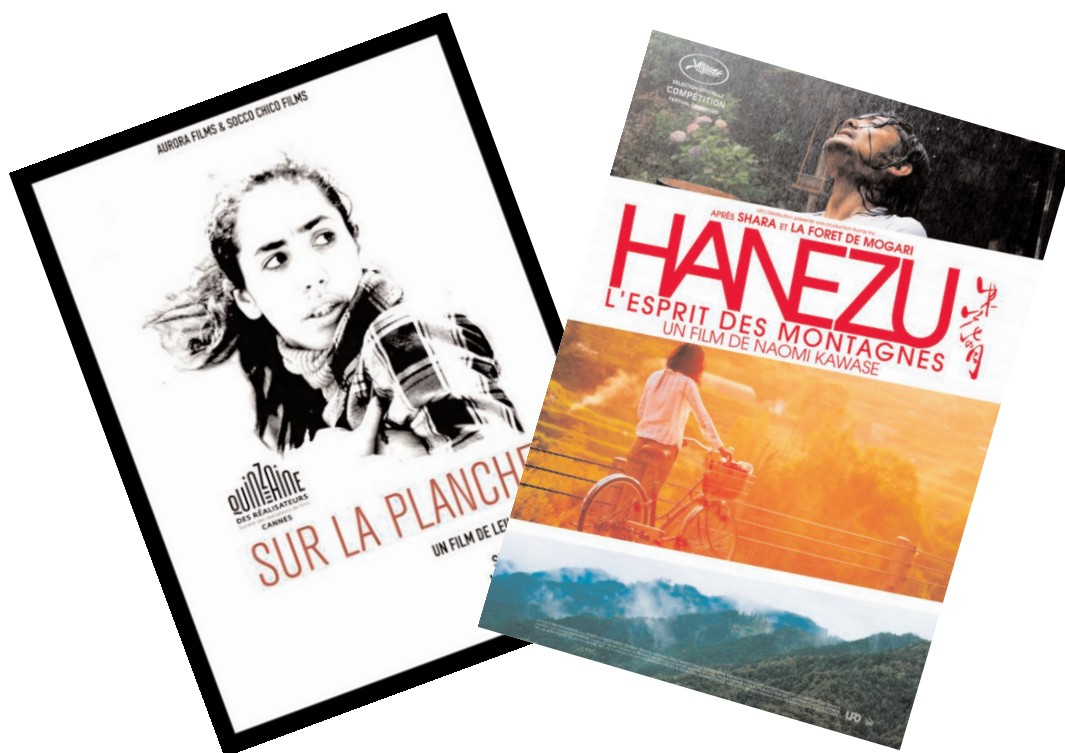
3. Certains faisaient des copies carbone, voire des copiés-collés, mais il y avait de véritables talents (pas de noms !). De toute façon, ils ont contribué à la renaissance du blues avant que l'Amérique s'y mette. Mais Philippe Paraire le dit mieux que moi !

4. Philippe Paraire, docteur en philosophie, enseignant et animateur à Radio libertaire. Il a écrit de nombreux livres sur la culture nord-américaine. Aux Éditions de l'Épervier, il a publié *La révolution libertaire* (avec Michael Paraire) et *La Fontaine, Brassens : fables et chansons satiriques et rebelles*.



Philippe Paraire, *Philosophie du blues : une éthique de l'errance solitaire*, Éditions de l'Épervier, 14 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.

Quelques sorties cinéma



Sur la planche de Leila Kilani

Connue pour son excellent documentaire *Nos lieux interdits* sur les disparus des camps du passé au Maroc sous Hassan II, Leila Kilani réalise, ici, un film sur le présent. Elle épingle l'emploi des sous-prolétaires de l'économie marocaine qui exploite une certaine jeunesse de Tanger et les filles en particulier. Elles travaillent dans une usine où l'on décortique les crevettes. Elles sont reparties en castes : les « textiles » et les « crevettes ». Les crevettes sont payées à la tâche. Leila Kilani est proche de ces filles, voit leurs misérables combines, leurs tentatives de contrôler leur exploitation. Elle montre quatre filles que tout sépare. Les deux de la rue et les deux de familles petites-bourgeoises. Badia, Soufia Issami, le personnage principal, celle qui crève l'écran par sa tchatche, son bagout, son inventivité. Mais elle a, aussi, le malheur de ne plus supporter l'odeur de crevette qui lui colle à la peau qu'elle frotte jusqu'au sang pour s'en débarrasser. Badia veut donc s'en sortir. Elle prend d'assaut un mur vertical. Elle se bat toujours. Elle voit la différence entre elles, mais aussi la nécessité de se mettre ensemble. Car cette « respectabilité » que les deux autres représentent peut, le cas échéant, les protéger. Elle voit aussi qu'elle pourra être celle que les autres sacrifient en premier. Car elle est incontrôlable, à la fois le maillon le plus fort et le plus vulnérable de la chaîne. Le contre-maître veut l'utiliser comme rabat-teuse. Elle refuse : « Je ne serai pas la mère maquerelle de toutes ces filles. »

Elle sait très bien ce qu'elle est : « Je ne vole pas, je me rembourse. Je ne cambriole pas, je récupère. Je ne

trafique pas, je commerce. Je ne me prostitue pas, je m'invite. Je ne mens pas, je suis déjà ce que je serai. Je suis juste en avance sur la vérité : la miennne. »

Dans ce film qui déménage, Leila Kilani a su capter la vérité profonde de ces filles si semblables et si différentes. La fin est grandiose, car le détail, cette odeur qu'elle ne supporte pas, va la perdre. Et, en fait, tout le film nous est raconté par Badia, sa voix singulière, râpeuse et rude qui se mue en thème majeur de sa descente aux enfers. Quand Badia part dans un panier à salade, nous comprenons qu'elle nous dit tout ce qu'elle a compris, hélas, trop tard.

Hanezu no tsuki de Naomi Kawase

On ne peut imaginer film plus actuel sur le Japon que celui-ci. Remuer la terre, chercher à savoir ce que le sous-sol renferme comme richesse, ce qu'il recèle comme surprise, car il s'agit du berceau de l'ancien Japon. Quels traits du passé révélera-t-on en le fouillant. Avoir fait ce film comme un pressentiment de Fukushima ? Il est possible de le lire ainsi, mais Naomi Kawase ne fait pas de films sur les centrales nucléaires.

Elle est elle-même une sorte de conteur Geiger, un cœur en ébullition, radioactive de l'intérieur et depuis toujours. Il y a de la réactivité autour de son histoire intime, elle aime les liens avec les gens qu'elle aime.

Sa grand-mère, qui l'avait adoptée et avec laquelle elle entretient une relation fouillée – critique et intime – dans tous ses documentaires. Le regard qu'elle pose sur la vieille dame dans son jardin est porteur d'une émotion parfois contagieuse.

Dans d'autres films, c'est sa mère que Naomi Kawase veut retrouver. Hélas, en vain, elle se dérobe, au détour de ses départs répétés et de ses mensonges prétextant des réunions importantes qui ne sont que des rendez-vous avec de perpétuels nouveaux amants.

Enfin, elle s'engage sur les traces de son père, allant jusqu'à vouloir l'inscrire dans sa chair, sous forme de tatouage yakuza. Naomi Kawase n'a nul besoin d'un Siegfried ou autre héros de la mythologie. Elle a terrassé le dragon à elle toute seule.

« On dit qu'un brasier en feu peut s'emballer. Mais hélas, nous ne pouvons nous rencontrer. » Cette phrase fait référence à une légende du Japon, dans laquelle « le Mont Kagu rivalisait avec le Mont Miminashi pour l'amour du Mont Unebi ». Kawase ramène ce trio divin à un triangle amoureux humain. Mais chez Kawase, rien n'est si simple. Et le feu embrase ce drame éternel : une femme entre deux hommes ou bien est-ce deux hommes qui aiment la même femme ? La structure de son film est si délicatement complexe que l'on peine devant ces mots qui décrivent une situation un peu convenue.

Le récit de Naomi Kawase se déploie dans des latitudes infinies, nous renvoyant la majesté d'une nature intacte, la splendeur d'arbres ployant sous le souffle de vents contraires (on pense à la beauté des champs filmés par Sokurov) et cette terre des ancêtres creusée, inlassablement interrogée.

Heike Hurst

Bouleversant, ce Jocelin

LORSQUE JOCELIN exposa ses tableaux à la Halle Saint-Pierre à Paris en 2007, un visiteur nota sur le livre d'or : « C'est la laideur absolue » ; juste à côté, un autre rétorqua : « Oui, il y a de l'absolu dans cet art, et c'est ça qui est beau ! » « Bouleversant, ce Jocelin » écrit encore le grand Willem dans l'un de ses dessins récents. Une telle œuvre, vraiment singulière et authentique, ne laisse pas indifférent, comme on peut en faire l'expérience ces jours-ci, grâce à deux remarquables expositions, à Paris puis à La Frette-sur-Seine¹.

Jocelin s'est imposé comme l'un des maîtres du « graphzine » français, en publiant, à partir de 1983, près d'une trentaine d'ouvrages de dessins, la plupart autoédités, imprimés à petit nombre en offset ou en photocopies. Le titre de l'ensemble – *Amtramdrum* – est une belle trouvaille : il évoque le monde de l'enfance, le jeu des deux consonnes (disparition du « s », substitution du « d » au « g ») redoublant la naïveté tout en introduisant une inquiétante étrangeté. À la différence d'*Elles sont de sortie* de Pascal Doury et Bruno Richard, dont le génie venait en partie de la complémentarité, voire de l'antagonisme de ses deux créateurs, la force d'*Amtramdrum* repose quant à elle presque entièrement sur les épaules du seul Jocelin (à l'exception des trois premiers numéros qui accueillirent Toffe et Gerbaud, Placid et Muzo, Lagautrière, Catherine «Croc» Dard, Doury, Ti5 ou Gary Panter). Chaque opus d'*Amtramdrum* apparaît comme la trace d'une aventure graphique unique.

Né en 1959 à Curepipe, sur l'Île Maurice, Jocelin arrive en France en 1964. Tout ce qu'il sait faire, dit-il, il l'a appris à l'atelier « expression libre » du mercredi de la Maison d'enfants de Sèvres, école méthode Freinet accueillant des « cas sociaux », où il était interne de 1968 à 1975, avec ses frères – et Pascal Doury. Jocelin se souvient que les jeunes y vivaient, pour la plupart, repliés sur eux-mêmes, mais qu'on les laissait tranquilles... Il garde d'ailleurs un souvenir ému et respectueux de la directrice, Yvonne Hagnauer, et de son mari Roger (dits « Goéland » et « Pingouin »), grandes figures militantes qui nourrissent alors par leur exemple son jeune esprit libertaire.

L'aventure graphique commence symboliquement en 1979, lorsqu'il publie son premier dessin dans un numéro de *Sandwich*, le supplément de *Libération*. Depuis, il n'a jamais cessé de dessiner, malgré les contraintes d'un emploi alimentaire dans les années 1980 – il faut bien survivre avant de vivre bien – comme concepteur graphique dans des agences de publicité, qu'il finit par quitter pour se consacrer entièrement à une œuvre radicalement distincte de la triste esthétique publicitaire aseptisée qui endort les corps et les âmes pour mieux les manipuler. Depuis plus de vingt ans, il vit dans une tour du XIX^e arrondissement où il travaille



sans relâche en écoutant « à fond » Arno, Baschung, Brigitte Fontaine, Ferré, Zappa ou encore du punk, découvert à 18 ans en 1977 avec un concert de The Jam dans une cave à Londres. Malgré divers abus, sa « bonne étoile » l'a préservé de la saloperie qui sévissait par seringues interposées dans les années 1980, dont il est un « rescapé ».

« Expression libre » Y a-t-il meilleure formule pour qualifier le travail de Jocelin ? Qu'il peigne à l'acrylique, qu'il dessine, qu'il déchire et colle des papiers, qu'il sculpte, ou qu'il grave, c'est toujours la même énergie, hantée par Eros et Thanatos, qui est à l'œuvre et lui permet de s'élever à la hauteur de ses multiples inspirations : des morts surtout, la sculpture africaine, l'art singulier, les livres d'anatomie. Son esprit libertaire saute aux yeux – comme de la dynamite – dans ses « graphzines » et ses originaux, même si aucun message politique n'y est explicitement formulé. Il travaille par séries, accumule des toiles de différents formats, qui donnent à voir un monde brut, urbain, halluciné et hallucinant. Ce monde est celui des « Faux autoportraits », des « Animal box » (insectes volants ou rampants, oiseaux, serpents...), des « Beat box » (c'est-à-dire des

cœurs), des « Rues » (où apparaissent des silhouettes, des figures), des « Vrais gens » (sculptures mobiles faites de bric et de broc, tubes, rouleaux, verre, fil de fer, métal, os, bois...), des « Mixed papers » (papiers déchirés et collés). Sans oublier ses innombrables carnets de dessins maculés d'une encre au noir corrosif comme celui du seul drapeau acceptable.

Autant d'exorcismes, où l'être vivant – humain ou animal – est souvent réduit à son squelette. Les corps et les cœurs désarticulés, suppliciés, crucifiés s'entrelacent ou se tordent et forment comme une grande danse macabre. Les couleurs flamboyantes, voire « criardes », des toiles exposées laissent transparaître l'inquiétude d'une sensibilité à fleur de peau. Mais toujours contrebalancée par un humour radical. Et noir, comme il se doit.

Xavier-Gilles

1. « Beat mix potatoes », du 18 au 26 février 2012, galerie Au tour du feu, 24, rue Durantin, 75018 Paris ; puis « Mixed potatoes », du 3 au 18 mars 2012, espace Roger-Ikor, 55, quai de Seine, 95530 La-Frette-sur-Seine.

Solidarité avec les antifa et anarchistes de Nijni Novgorod

Du 16 au 18 mars 2012, participez aux journées de solidarité avec les antifascistes et anarchistes de Nijni Novgorod (Russie), qui risquent jusqu'à sept ans de prison pour une affaire fabriquée par la police politique, appelée «Centre anti-extrémiste» (Centre-E).

Artem Bystrov, Albert Gaïnoutdinov, Pavel Krivonosov, Dmitri Kolesov et Oleg Gembarouk ont plusieurs chefs d'inculpation. L'accusation principale est d'avoir créé l'organisation extrémiste «Antifa-Rash», qui aurait comme but, selon la police, d'agir violemment envers «les groupes sociaux»: «des skinheads, fans de foot» et «les citoyens riches de Russie». Nous, leurs amis et camarades, anarchistes et antifascistes de Nijni Novgorod, déclarons que cette organisation n'a jamais existé et que l'affaire est fabriquée par le Centre-E pour affaiblir le mouvement libertaire.

Les accusés

Artem Bystrov est l'otage principal de l'affaire «Antifa-Rash». Depuis avril 2011, il est assigné à domicile et n'a pas le droit de communiquer avec le monde extérieur. Pendant plusieurs années, Artem a participé à des actions antifascistes, écologistes et contestataires. Il a notamment participé au mouvement antimilitariste de Food Not Bombs (distribution hebdomadaire de repas végétariens gratuits). Il a aussi organisé et fait le service d'ordre de nombreux concerts du milieu DIY (punk et alternatif).

Albert Gaïnoutdinov est un militant antifasciste, que le Centre-E a qualifié de «créateur et leader de l'organisation Antifa-Rash». Il est maintenant dans l'obligation de se cacher contre la répression en vivant clandestinement pour éviter d'être de nouveau torturé par le Centre-E.

Pavel Krivonosov est antifasciste, anarchiste, membre de l'organisation libertaire Action autonome et musicien. Il a joué dans plusieurs groupes DIY de Nijni Novgorod et a participé à l'organisation de beaucoup d'événements libertaires: actions publiques, concerts, campements écologiques, festivals, etc.

Dmitri Kolesov est musicien dans le groupe de Hardcore Step To Freedom.

Oleg Gemarouk, après l'arrestation, en partie à cause de son manque d'expérience et aussi suites aux tortures physiques et psychologiques, a reconnu s'être battu avec les néonazis. Il a même reconnu avoir été dans cette



organisation imaginaire nommée «Antifa-Rash». Maintenant, car Oleg travaille avec la police, nous avons rompu tout contact avec lui.

Comment aider?

L'avocat des antifascistes Dmitri Dinze insiste sur le caractère purement politique de l'affaire «Antifa-Rash». On le voit avec le silence complice, voire l'approbation, des pouvoirs sur les crimes commis par le Centre-E: «Il ne faut pas chercher de l'objectivité dans cette enquête.»

Début mars auront lieu les premières réunions au tribunal. Il ne reste aucun espoir que les innocents gagnent le procès... Sauf si vous participez aux journées de solidarité (16 au 16 mars) avec les antifascistes de Nijni Novgorod et organisez des actions de soutien dans votre pays!

Pendant les dernières années, on a vu de beaux exemples de solidarité internationale qui a aidé les anarchistes et antifascistes russes à rester libres malgré la répression sévère du régime Poutine-Medvedev. Il y eut les fameux otages de Khimki, accusés de l'attaque de la mairie de Khimki (la banlieue de Moscou) pendant une manifestation antifasciste: ils ont été libérés. Il y eut aussi le professeur Andreï Koutousov, que l'on a accusé aussi d'extrémisme: il a été jugé coupable et

fut licencié mais il a évité la prison.

Une autre façon d'aider, c'est le soutien financier. Le procès «Antifa-Rash» dure depuis un an et il n'est pas le premier contre les libertaires de Nijni Novgorod. Nous avons beaucoup dépensé pour payer les frais de la défense, nous avons toujours besoin d'environ 2 300 euros (3 000 dollars). Même les participations modestes peuvent servir à notre tâche difficile: faire éviter la prison à nos camarades. Le plus utile serait de créer un collectif de soutien qui organiserait événement et concert de soutien dans votre ville.

Nous revendiquons l'arrêt des persécutions des antifascistes à Nijni Novgorod! Que s'arrête cette absurde affaire «Antifa-Rash»! La reconnaissance de l'innocence des accusés! Que le Centre anti-extrémiste soit puni pour sa pratique cruelle et récurrente de la torture, et ce nouveau crime – la fabrication d'affaire judiciaire! Libération immédiate et disculpation de toutes les prisonnières et tous les prisonniers politiques à Nijni Novgorod, en Russie et ailleurs! No pasaran!

Anarchist Black Cross Nijni Novgorod
Groupe de L'Action autonome

Email: abcnnov@gmail.com

Rencontre internationale de l'anarchisme

Appel à souscription

Du 8 au 12 août 2012, aura lieu une Rencontre anarchiste internationale à St-Imier (Suisse romande) pour la commémoration des 140 ans du congrès de la Première Internationale anti-autoritaire qui fut organisé en 1872.

Sur le site internet www.anarchisme2012.ch se trouve plus d'information sur les contenus et l'esprit de ces rencontres.

L'IFA tiendra son propre congrès à St-Imier à l'occasion des Rencontres internationales.

Nous attendons des organisations, groupes et individus de tous les pays.

Tout cela aura un coût important. Les copains d'Espace noir (St-Imier) ont ouvert un compte postal en Suisse. En France, c'est le groupe Proudhon de la FA de Besançon qui se charge de récolter l'argent en euros afin d'aider à la réussite de cette Rencontre internationale.

Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de : CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex. (mention au dos : St Imier 2012). relations-internationales@federation-anarchiste.org



Cambriolage au siège de l'Athénée de Barcelone

DANS LE HORS-SÉRIE N°43 du *Monde libertaire* paru cet hiver (et toujours disponible à la Librairie du Monde libertaire), nous avons consacré un article à l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone (AEP) et à l'un de ses animateurs, Manel Aisa Pámpols. Celui-ci évoquait la difficulté de faire appliquer un accord obtenu avec la Ville de Barcelone, qui consistait à octroyer à l'Athénée un siège correspondant mieux à ses besoins : plus central, plus grand, mieux protégé... Rappelons qu'il s'agissait de récupérer ce que les troupes de Franco avaient brûlé en janvier 1939 lorsqu'ils entrèrent dans Barcelone. Les tergiversations et le retard apporté à la réalisation de l'accord signé avec l'administration de la ville auront eu des conséquences désastreuses pour l'AEP : dans la nuit du 1^{er} février, l'actuel local, (26, passage San Juan) qui abrite la bibliothèque et le centre de documentation historique et sociale, a été cambriolé.

De nombreuses pièces et objets ont disparu parmi lesquels : des programmes de cinéma des années 1936-1937 ; des programmes de théâtre de 1937 ; des programmes des athénées libertaires Guinardó, del Clot, Esparraguera, etc. ; des programmes de concert organisé par les Jeunesses libertaires (1936) ; le programme de projection spéciale du film *Les Marins de Cronstadt*. En tout 80 de ces programmes. Également des billets de tramway (de 10 cts à 1 peseta) siglés CNT-AIT (plus de 500), des pin's, médailles, badges et insignes (100), des cartes postales reproduisant certaines affiches publiées pendant la révolution, des carnets de syndicats et de partis politiques des années vingt et trente, un album original des dessins de Sim, un classeur de photos de Mujeres Libres, également des photos des athénées libertaires et des entreprises collectivisées, etc., sans parler des affiches (également originales) publiées pendant la même période.

De nombreuses pièces étaient évidemment uniques et leur valeur inestimable. Il s'agissait, avec l'AEP, de récupérer la mémoire collective ouvrière et libertaire de Barcelone. C'est ce à quoi s'étaient consacrés de manière totalement désintéressée les frères Manel et Ferrán Aisa, Carles Sanz et tant d'autres. Ceci ravive la polémique entre l'Athénée encyclopédique populaire et la ville de Barcelone quant au futur (?) local promis. En attendant, vous pouvez avoir un aperçu de certaines pièces qui étaient exposées en vous rendant sur le site de l'Athénée : www.ateneuenciclopedicpopular.org

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 1^{er} mars

Chronique hebdo (10 heures) Invité Pierre Rimbert un des scénaristes du film *Les nouveaux chiens de garde*, de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat.

Vendredi 2 mars

Les oreilles libres (14 h 30) Laurent Danchin, commissaire de l'exposition « Marcel Storr, bâtisseur visionnaire » jusqu'au 31 mars au Pavillon Carré Baudoin, Paris XX^e. Il sera également question de la revue d'art brut *Mycelium*.

Samedi 3 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30).

Dimanche 4 mars

Restons éveillés ! (00 h 00) Libre antenne.

Lundi 5 mars

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Chine (première partie) : Angel Pino, qui s'y rend régulièrement depuis des années, nous parle des années Mao, de ses successeurs et de l'ouverture au capitalisme.

Mardi 6 mars

Pas de quartiers (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel reçoit Robert Nardone, cinéaste et chercheur, venu nous parler de ses activités et de son dernier livre : *La culture scientifique et technique à 24 images/seconde* (aux Éditions en ligne Matériologiques, février 2012). Tous à vos postes à galène !

Paroles d'associations (19 h 30) Mots et musiques avec Patrick Kipper et des chanteurs à l'occasion de leur après-midi de fête le dimanche 11 mars à 17 heures au Forum Léo-Ferré.

Mercredi 7 mars

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) Accueille l'émission Rudies back in town.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers, et situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 8 mars

Chronique hebdo (10 heures) Lou Marin vient évoquer Albert Camus et les libertaires.

Si vis pacem (18 heures) Sabine Viret, chante les résistantes de la Méditerranée

Du nouveau à la Fédération anarchiste

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à Elbeuf, dans l'agglomération rouennaise. Vous pouvez le contacter par courriel à l'adresse elbeuf@federation-anarchiste.org ou par voie postale à :
Groupe d'Elbeuf
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Février 2012

M. A. Menard (56) : 30 euros

M. J. Ulpat (74) : 10 euros

M. R. Landreau (33) : 20 euros

M. Frédéric Fece (internet) : 10 euros

M. J.-F. Aupetitgendre (30) : 30 euros

M. G. Arronis (32) : 50 euros

M. B. Hennequin (13) : 100 euros

M. A. Prima (13) : 25 euros

M. J.-L. Etchegaray (64) : 5 euros

Mme. C. Barrachin (69) : 5 euros

M. M. Rieusset (30) : 7 euros

M. A. Gillet (93) : 30 euros

M. Y. Brunet (31) : 50 euros

M. Yves Pechabadens (internet) : 75 euros

Le Cri du Peuple (87) : 30 euros

Jean (75) : 1000 euros

M. O. Fayel (69) : 20 euros

M. Alain Schaffhauser (internet) : 10 euros

Mme I. Quintin (76) : 5 euros

Liaison Boris Vian (59) : 20 euros

M. Anthony Franchemiche (internet) : 20 euros

TOTAL : 1552 euros

Merci! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire*! Faites connaître notre journal autour de vous! Lisez-le et faites-le lire! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste!

L'administration du Monde libertaire

Vendredi 2 mars

Paris XI^e

19h30. L'ai-je bien lu ? Les soirées lecture de la Librairie du Monde libertaire. Thème du jour : gratter la croûte jusqu'au sang. Pikékou et Robert de l'émission Artracaille et quelques autres viendront discuter avec vous de ce bouquin qu'ils ont lu et aimé : *L'Intranquille* de Gérard Garouste et Judith Perrignon. 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 3 mars

Marseille (13)

17 heures. *Auriez-vous crié « Heil Hitler ! ? »* Causerie animée par François Roux. Le 31 janvier 1933, trente-deux millions d'Allemands (74 % des inscrits) qui n'ont pas voté nazi aux élections de novembre 1932 se réveillent pris au piège de la dictature. François Roux explore les mécanismes de la soumission et de la résistance. Au Cira, 50, rue Consolat.

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire : analyse libertaire des propositions électorales. Exposé, débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Le Pontet (84)

14h30. Rassemblement devant la prison à l'appel du Stics CNT 84 et du groupe Lucy-Parsons de la CGA : 15^e suicide dans la prison du Pontet, assez de morts en prison !

Poitiers (86)

19 heures. Concert de solidarité et de soutien aux inculpés de Toulouse, organisé par le comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux. Avec Seulle, Ultraviolet, l'Astre en Moi, Fêlures, Wallack, Le père Duchesne et les petits cons masqués. Bar le Plan B. 32, bd du Grand Cerf. Entrée 3 euros, bouffe à prix libre.

Le Lilas (93)

15h30. OGM(s)... dans nos champs et dans nos assiettes ? Pendant trente ans, experts, industriels, politiques, doxa médiatique (à grand renfort de Téléthon) ont fait croire que le Génome constituait, à lui seul, le « programme exclusif » du vivant. On a vendu l'idée du « gène-Miracle » et celle d'une nature (bêtes, plantes, micro-organismes) complètement maîtrisée au service de l'homme. Débat avec Christian Vélot, chercheur, citoyen, docteur en biologie et maître de conférences en génétique moléculaire, lanceur d'alerte. L'Usine, 8, rue Chassagnolle. Métro Porte-des-Lilas ou Mairie-des-Lilas. Entrée libre.

Dimanche 4 mars

Saint-Denis (93)

15 heures – 17 heures. La Dionyversité, université populaire de Saint-Denis. Les Dimanches de la Dionyversité au Musée de Saint-Denis. Histoire des cafés et bistrots. C'est de cette histoire d'un lieu de subversion par excellence et du constat contemporain à y apporter qu'il sera question dans cette prochaine conférence de la Dionyversité au musée. Conférence-débat de Laurent Bihl, historien et spécialiste de l'image. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22bis, rue Gabriel Péri. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 6 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, université populaire de Saint-Denis. Cycle : Le nucléaire. Première rencontre-débat : Quelques éléments sur les catastrophes et accidents nucléaires majeurs. Au Japon, en mars 2011, quatre accidents nucléaires majeurs ont conduit à des rejets importants de radioactivité dans l'environnement, avec des conséquences sanitaires à long terme pour les populations du Japon. Présentation de Martial Mazard du Criirad, Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 8 mars

Avignon (84)

20 heures. À quoi sert la prison ? Projection : *Qui prier pour oublier ?* suivi d'un débat en présence du réalisateur Ekin Ercan, de deux des protagonistes du film : Marc Sluse (ex-détenu), Jean-Marc Mahy (ex-détenu-éduc'acteur-militant) et d'Alain Cangina (ex-détenu-conteneur-militant). Salle de l'antichambre de la mairie d'Avignon.

Poitiers (86)

21 heures. Soirée de soutien à la famille Adamianov, concert métal et hip-hop ragga. Plan B. 32, bvd du Grand Cerf. Entrée à prix libre.

Vendredi 9 mars

Paris XI^e

19h30. L'ai-je bien lu ? Les soirées lecture de la Librairie du Monde libertaire. Thème du jour : « La Grèce est notre passé. Elle est aussi notre avenir. » Yannis Youlountas viendra discuter avec vous de son livre : *Paroles de murs athéniens* (éditions

libertaires). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Samedi 10 mars

Rennes (35)

20 heures. Concert avec Les Slugs (punk-rock, Belgique), Haymarket (anarcho-punk, Nantes) et The Flue Sniffers (anarcho-punk – GBZH). Organisé par General Strike et Happy Culture. PAF 3 euros. Au bar La Paillote. 18, rue Saint-Michel.

Paris XI^e

16h30. Caroline Granier pour la réédition d'*Aline-Ali* d'André Léo paru en 1869. Ce livre d'une étrange actualité peut être considéré comme l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genre. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 11 mars

Entre Lyon (69) et Avignon (84)

13h30. À l'appel du Réseau Sortir du nucléaire et des habitants de la vallée du Rhône, la région la plus nucléarisée d'Europe, organisation d'une grande chaîne humaine entre Lyon et Avignon. chaîne humaine. org/Informations-pratiques. contact@chaînehumaine.org 0777202771.

Paris XI^e

17 heures. Soirée du Scalp-No Pasaran sur la situation en Grèce. Rencontre, discussion, tables de presse et musiques avec Les Slugs (slug punk, Belgique), Lobster Killed Me (hardcore mélodique, Paris) et Les Bécasses (power pop, Paris). PAF : 5 euros. Au CICP, 21^{er}, rue Voltaire. Métro Nation.

Mercredi 21 mars

Poitiers (86)

18 heures. Grand rassemblement solidaire de soutien à la famille Adamianov et à toutes les personnes expulsables. Devant le palais de justice.

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra à la Bibliothèque sociale Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

KICK SEXISM !



CONTRE LE SEXISME
ET L'HOMOPHOBIE
CONTRE LE PATRIARCAT
ET L'ORDRE MORAL ...
REPRENONS L'OFFENSIVE !

BLOC

ROSE ET NOIR

www.federation-anarchiste.org

AMENEZ VOS DRAPEAUX ROSES, VOS DRAPEAUX NOIRS, ET VOS AMI-E-S !

8 MARS 2012 /// PARIS

A L'APPEL DE LA FEDERATION ANARCHISTE

RDV 18H30 PETANTES, À NATION